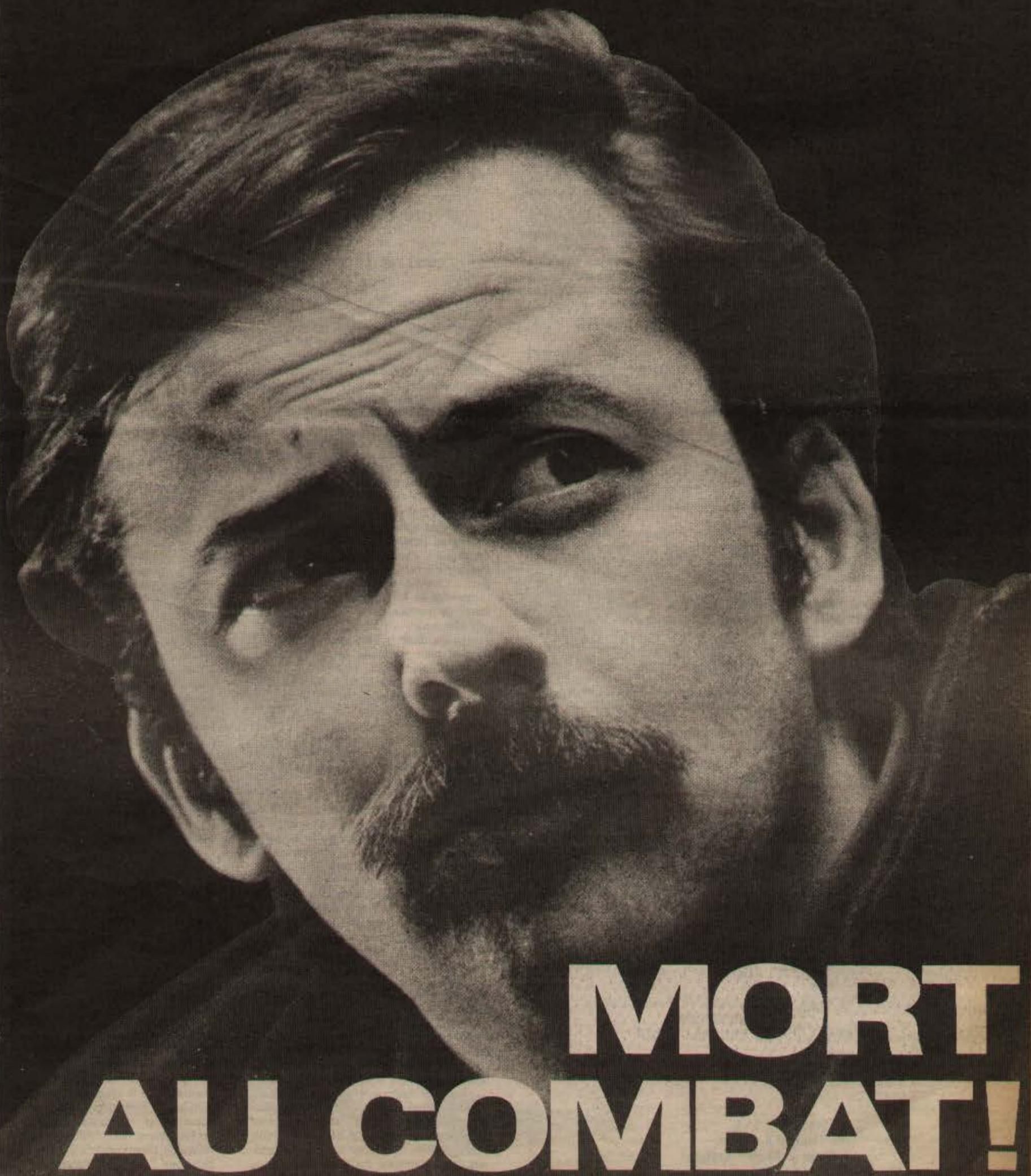


rouge

CHINE :
25 ANS APRES

hebdomadaire d'action communiste

Miguel Enriquez



**MORT
AU COMBAT!**

Miguel Enriquez, secrétaire national du M.I.R., est mort au combat, samedi 5 octobre 1974

companero miguel, PRESENTE !



Une partie de la commission politique du MIR.

Janvier 1974. Une demeure modeste des environs de Santiago. Une famille chilienne semblable à mille autres. Des visages fatigués, tristes et inquiets, comme la plupart de ceux que l'on croise dans les rues des quartiers populaires. Des regards où se mêlent angoisse et révolte, peur et espoir. Elle, a été licenciée avec 40 autres ouvriers de l'usine toute proche où elle travaillait. Pour activités syndicales avant le 11 septembre. Lui, technicien, travaille

...surveillé en permanence comme ses 15 camarades d'atelier par un responsable de la sécurité, fasciste de Patrie et Liberté...

encore. « Pour l'instant » lui a dit le nouveau directeur de l'entreprise, un capitaine ; car la « reconstruction nationale » nécessite des techniciens de sa spécialité. Il est surveillé en permanence comme ses 15 camarades d'ateliers par un responsable de la Sécurité, pistolet bien en évidence, militant fasciste de Patrie et Liberté, nommé par le capitaine. Son salaire a été réduit de 47 % pour la « reconstruction nationale ». Il travaille 58 heures par semaine, toujours pour la « reconstruction nationale ». Le fils, 17 ans, membre des JC, est parti un matin d'octobre pour le centre de Santiago. Personne ne l'a revu. Disparu comme des milliers d'autres de son âge qui voulaient un monde meilleur.

La fille, 16 ans, a été renvoyée un jour de l'école secondaire, sans explication. Lui avait la carte du PS. Sans militer vraiment. Mais ils croyaient à l'Unité Populaire, au companero Allende, dont ils

parlent avec admiration et émotion. La défaite du 11 septembre, ils la subissent quotidiennement, à chaque instant, comme des millions de Chiliens. Dans leur vie professionnelle, affective. Quand ils mangent — bien qu'eux aient le privilège de manger à leur faim — ; quand ils dorment aussi, lorsque, réveillés plusieurs fois par nuit, ils écoutent, inquiets, le passage des patrouilles militaires dans les rues vidées par la couvre-feu.

La défaite, ils la subissent sans bien la comprendre. Ils voudraient faire quelque chose... Mais quoi ? Ils se sentent si écrasés, si seuls, si impuissants. Plusieurs de leurs amis, de leurs camarades du PS ou du PC sont morts ou ont disparu. Les autres sont comme eux.

le départ pour l'exil de ceux dirigeants de l'U.P.

en qui ils plaçaient leurs espoirs

Pendant plusieurs semaines après le 11 septembre, ils ont espéré. Ils ont cru que « quelque chose allait se passer », que l'Unité Populaire allait reprendre la lutte, que leur isolement, leur impuissance étaient accidentels. Jusqu'à ce qu'ils apprennent, jour après jour, le départ pour l'exil de ceux — dirigeants de l'UP — en qui ils plaçaient leurs espoirs. Le coup le plus rude, disaient-ils, fut lorsque la presse aux ordres de la Junta annonça qu'Altamirano aussi avait quitté le Chili... Ce qui n'était que pressentiment confus devint alors certitude. Que pour longtemps il fallait s'installer dans la misère et le cauchemar.

Témoignage presque banal des drames, du drame de la vie quotidienne des travail-

leurs dans le Chili de Pinochet. Témoignage presque insoutenable pour celui qui l'écoute là-bas, sur place. Témoignage où la joie, l'espoir, le rêve n'ont guère de place. Un instant pourtant il y eut dans leurs paroles un peu de tout cela à la fois, avec en plus un brin de fierté face

« Mais le MIR continue la lutte. Miguel est à l'intérieur ».

au visiteur étranger... « Pero el MIR sigue luchando ; Miguel esta aqui en el pais »... « Mais le MIR continue la lutte. Miguel est à l'intérieur ». Cette phrase chargée d'espoir, de volonté de faire quelque chose, de s'organiser, de résister à l'écrasement quotidien de la dictature, avec sa dimension un peu mythique aussi, revenait alors dans la plupart des conversations ou discussions qu'il était possible d'avoir. Et pas seulement avec des sympathisants du MIR, loin de là. Avec tous ceux qui ne se résignaient pas à la défaite...

Pour tous ceux-là — ils étaient nombreux au Chili en ce mois de janvier et ils le sont tout autant aujourd'hui — la mort de Miguel Enriquez, de Miguel comme ils l'appelaient tous, des poblaciones à l'université, est un nouveau coup dur, très dur... Comme elle l'est pour tous ses camarades du MIR, qui n'ont cessé depuis un an de travailler, dans des conditions incroyablement difficiles, face à une répression dont la sauvagerie n'est plus à décrire, pour maintenir bien vivante leur organisation, malgré les morts et les disparus. Afin de jeter les bases politiques et organisationnelles d'une véritable résistance populaire.

Comme elle l'est, dans le monde entier, pour tous ceux qui, depuis le 11 septembre 1973, sont mobilisés pour la solidarité avec les travailleurs, le peuple chiliens.

La décision de rester au Chili, prise par lui-même et ses camarades du MIR — notamment tous ceux de la direction — était naturelle et fondamentale. Lorsqu'il s'en expliquait, aucun romantisme ne transparissait, romantisme qui a coûté si cher en vies humaines au mouvement révolutionnaire latino-américain. Il en mesurait très clairement les risques. Il savait qu'il était celui que les hommes de Pinochet recherchaient le plus. Il savait, il ne cessait de dire que la lutte serait longue, très longue, difficile.

Mais il savait aussi qu'une démolition profonde, massive, des travailleurs chiliens, à la mesure des espoirs qu'ils avaient nourri durant les trois années d'Unité Populaire et de l'ampleur de la défaite, serait l'un des principaux obstacles au démarrage de la lutte dans la situation nouvelle.

Il savait également que dans les conditions mêmes de la défaite, de la destruction de l'essentiel du mouvement ouvrier qui s'ensuivit, le départ de cadres politiques, de dirigeants comme lui, connus des travailleurs, des masses chiliennes, ne pouvait qu'être un des facteurs de la démolition, de la démobilisation.

Il n'y avait donc qu'une seule décision

possible. Il l'a prise avec d'autant plus de détermination et d'espoir qu'après ce qu'il appelait « la défaite historique du réformisme », les responsabilités des révolutionnaires chiliens et singulièrement celles du MIR devenaient considérables, décisives. Cette défaite n'était pas la leur. C'est à eux qu'il revenait d'en tirer toutes les leçons et de prendre les initiatives en conséquence.

Ces initiatives, il les a prises inlassablement depuis un an en tant que principal dirigeant et porte-parole du MIR. On peut discuter le caractère de l'une ou l'autre. Mais les faits sont là, indiscutables.

Dans les conditions éprouvantes d'une clandestinité totale, il passera jours et nuits à réorganiser, à diriger le MIR, à résoudre une multitude de problèmes nés du cadre nouveau de la lutte en prenant souvent des risques considérables. Il se battra contre toutes les tentations, fortes et compréhensibles, de passer tout de suite à l'action directe. « Il faut d'abord que les travailleurs reprennent confiance, en eux-mêmes, en nous, qu'ils se restructurent, qu'ils se réorganisent. C'est ce niveau de confiance, de restructuration, de réorganisation et lui seul qui déterminera le caractère des actions de résistance à mener » expliquait-il dès octobre 73.

De là découlait une série d'initiatives politiques menées sans relâche en direction des autres organisations du mouvement ouvrier chilien, pour la création d'un cadre unitaire de la résistance, en direction des travailleurs, pour la création à la base des structures militantes de la résistance.

Ce courage, cette ardeur, ce sens de l'initiative politique dont a fait preuve le MIR depuis le coup d'Etat et jusqu'à maintenant étaient pour une grande part dus à son action, et aussi à son prestige, son ascendant, que même ses opposants les plus sévères lui ont toujours reconnu. Et cela depuis le début de sa vie militante, lorsque, jeune étudiant en médecine à l'université de Concepcion, il mène, au lendemain de la défaite électorale d'Allende en 1964, avec ceux qui allaient devenir les fondateurs et les principaux dirigeants du MIR, une bataille contre l'électoratisme et le légalisme. Pour lui, à cette époque, la seule voie possible, l'exemple à suivre, c'est celui de la révolution cubaine, de Fidel et du Che.

En ce sens, il appartient pleinement à cette génération de militants révolutionnaires latino-américains nés, formés sous l'impact considérable qu'a eu la victoire révolutionnaire à Cuba, dans tout le continent. Le MIR, comme de nombreuses autres organisations du continent, naîtra et vivra longtemps de cet impact, avec comme projet stratégique la reproduction du processus révolutionnaire cubain qui a mené les douze survivants du débarquement du Gramma en 1956 à la victoire trois ans plus tard.

Mais les conditions spécifiques de chaque pays latino-américain sont bien différentes durant les années 60 de celles de Cuba sous la dictature de Batista. D'autant que la révolution cubaine, par sa victoire et l'avertissement qu'elle a constitué pour l'impérialisme, a changé profondément les conditions de la lutte. Bien peu l'ont compris à cette époque et beaucoup l'ont payé malgré leur courage, leur détermination, leur lucidité même, du prix de leur vie. Parmi eux Che Guevara en Bolivie, il y a tout juste 7 ans.

MEETING

EN HOMMAGE A ENRIQUEZ

MEETING MUTUALITE

JEUDI 10

Avec Edgardo Enriquez et avec comme orateurs

Coordination unitaire de la gauche chilienne en France

(PC. PS. IC. MIR. MAPU. MAPUDUOC)

Comité Soutien à la Lutte Révolutionnaire du Peuple Chilien

Parti socialiste

soutenu par FCR, Révo !, PSUM, PSU, PLC, AMR

MANIFESTATION

SAMEDI 15 h

de Denfert à Pasteur

en hommage à Miguel Enriquez

CSLRPC

PSU, FCR, Révo !, AMR, PSUM, PLC



De gauche à droite Victor Toro, Bautista Von Schouwen, Moreno, tous trois prisonniers de la junte et atrocement torturés. Miguel Enriquez mort au combat. Humberto Sotomayer et Edgardo Enriquez.

Miguel Enriquez est de ceux qui, les premiers, ont commencé à tirer les leçons de ces échecs. Pas totalement sans doute, pas suffisamment pour imprimer au MIR l'orientation qui a été la sienne dès le lendemain de la victoire électorale de l'Unité Populaire en 1970. Bien sûr, les conditions objectives au Chili même aidèrent puissamment à cette mutation. Mais c'est méconnaître l'impact, la force de l'exemple cubain sur l'avant-garde latino-américaine que de considérer qu'elle allait de soi.

De 1970 à septembre 73, l'ancien dirigeant étudiant de Concepcion, le dirigeant du MIR clandestin et réprimé par le démocrate chrétien Frei, alla devenir un agitateur exceptionnel. Il savait parler aux pobladores comme aux paysans Mapuche, aux ouvriers en lutte comme aux étudiants mobilisés. Par tous il était écouté et cela n'a pas peu contribué au développement et à l'implantation dans les masses du MIR durant toute cette période.

Quels que soient l'analyse et le bilan que l'on fasse du MIR, de sa ligne, de ses orientations durant ces trois années d'intenses mobilisations, bien des choses sont à mettre à l'actif de Miguel Enriquez de par la place très particulière qu'il occupait à la direction du MIR. Il a fait de son organisation la principale, sinon la seule, force de l'extrême-gauche révolutionnaire,

facteur important de la radicalisation et de la mobilisation des masses.

Ce qui lui a valu jusqu'à sa mort héroïque et exemplaire l'hostilité réelle et tenace de tous ceux pour qui l'hégémonie du MIR à l'extrême-gauche était la cause (mais pourquoi pas la conséquence ?) de leur marginalité et leur impuissance. Parmi bien d'autres éléments de l'apport de Miguel Enriquez à cette époque qui, pour les analyser, impliqueraient de faire l'histoire détaillée du MIR, il faut rappeler l'attitude ferme et principielle qu'il a adoptée face aux pressions permanentes et multiples, et notamment de la direction cubaine, pour que le MIR rejoigne l'Unité Populaire ou au moins qu'il cesse de formuler ses critiques.

En fait, du noyau étudiant en rupture avec les Jeunesses Socialistes à l'organisation de plusieurs milliers de membres capable de mobilisations se comptant par dizaines de milliers, la vie du MIR et celle de Miguel Enriquez, son bâtisseur le plus acharné et le plus passionné, se confondent.

Au-delà du militant, du dirigeant dont la personnalité et l'intelligence ne pouvaient pas laisser indifférent l'interlocuteur, camarade ou adversaire, c'est à travers l'histoire du MIR, ces neuf dernières années et en tirant tous les en-



UNE NOUVELLE BREVE, 17 LIGNES, PARMIS D'AUTRES

• LEONID BREJNEV se rendra en visite officielle à Ouïan Bator à la fin du mois de novembre. Il participera à la célébration du 50^e anniversaire de la proclamation de la République populaire de Mongolie.

• REMANIEMENT MINISTÉRIEL EN BELGIQUE : M. Henri-François van Aal, social-chrétien, est nommé ministre de la Culture française et secrétaire d'Etat pour les Affaires bruxelloises.

M. August de Winter (libéral flamand) est nommé secrétaire d'Etat pour l'Economie régionale flamande et M. Robert Moreau (Rassemblement wallon) secrétaire d'Etat pour les Affaires wallonnes.

• MIGUEL ENRIQUEZ, secrétaire général du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), a été tué samedi à Santiago par les forces de répression chiliennes à l'issue d'un échange de coups de feu. C'est la direction nationale de la communication (Information) de la junte qui a annoncé la nouvelle.

Une jeune femme, Carmen Castillo, a été blessée au cours de l'affrontement et transportée dans un hôpital

de Santiago dont on ignore le nom.

• KRISHNA MENON est mort dimanche d'une crise cardiaque à l'âge de 78 ans. Ancien ministre indien de la Défense, tribun mondialement connu, il s'est élevé avec vigueur contre le colonialisme et a été l'un des architectes de l'indépendance et de la politique de non-engagement de l'Inde. Il quitta le Parti du Congrès en 1967, trois ans après la mort de Nehru, et fut réélu au parlement en 1968 avec l'appui de la gauche. Mme Indira Gandhi a décidé de faire à Krishna Menon des funérailles nationales.

• ECHANGES DE LETTRES SCHMIDT-HONECKER. — Le chancelier Helmut Schmidt et Erich Honecker, premier secrétaire du S.E.D., correspondent régulièrement par lettre à propos des relations entre la R.F.A. et la R.D.A., a déclaré vendredi soir le porte-parole du gouvernement ouest-allemand, Klaus Boelling, à la télévision de Bonn. De leur côté, a-t-il ajouté, les représentants permanents de la R.F.A. à Berlin et de la R.D.A. à Bonn ont des contacts personnels réguliers avec leurs interlocuteurs normaux respectifs.

seignements, qui sont considérables, tant par les succès que par les échecs ou les erreurs, que l'on pourra rendre le meilleur hommage à Miguel.

Cette histoire n'est pas seulement celle de l'avant-garde chilienne, ni même latino-américaine.

Il était, comme ses camarades, l'un des représentants les plus conscients d'une nouvelle génération de militants révolutionnaires. Enfant de la révolution cubaine bien sûr, mais aussi de la révolution vietnamienne qui le fascinait, et finalement de la crise du stalinisme qu'il a vécue au travers d'une de ses facettes les plus sombres et les plus pathétiques à la fois au Chili.

Il est mort les armes à la main, victime de la dictature, victime aussi d'une défaite qui est celle des directions réformistes et staliniennes.

Il est mort les armes à la main, victime d'une des dictatures les plus sanglantes et les plus sinistres dont la bourgeoisie et l'impérialisme aient eu besoin pour maintenir leur domination.

Il est mort aussi, victime d'une défaite qui, fondamentalement, n'était pas la sienne, mais celle de directions réformistes et staliniennes qui au Chili comme ailleurs maintiennent leur hégémonie sur le mouvement ouvrier, hégémonie contre laquelle, avec ses moyens et à sa manière, il n'a cessé de lutter.

Pour tout cela il était et il restera très profondément un des nôtres.

Au-delà du désarroi supplémentaire que causera sa chute chez ceux au Chili pour qui sa présence et son action étaient symbole d'espoir.

Au-delà du vide qu'elle crée parmi tous ceux qui luttent contre la dictature et avant tout parmi ses camarades du MIR, à qui nous réaffirmons notre solidarité totale.

Au-delà du Chili, sa mort nous atteint tous, militants révolutionnaires du monde entier.

Companero Miguel, presente !
Jean-Pierre BEAUVAIS
le 9.10.74

communiqué

NI PAIX NI PARDON A SES ASSASSINS

Un combattant de la classe ouvrière et de la révolution socialiste est mort, en luttant contre les sbires de la dictature militaire. Un dirigeant révolutionnaire est mort, qui n'a jamais hésité dans sa détermination à rester aux côtés des travailleurs chiliens pour commencer à édifier la résistance ouvrière et populaire.

Ses assassins ce sont ceux qui aujourd'hui servent servilement le grand capital

- ce sont ceux qui écrasent les larges masses du pays
- ce sont ceux qui détruisent les libertés politiques et syndicales
- ce sont ceux qui conduisent les travailleurs à la misère
- ce sont ceux qui incarcèrent, torturent et tuent les représentants les plus avancés du prolétariat chilien

La mort du camarade Miguel est un coup très dur non seulement pour l'organisation qu'il dirigeait, mais pour toute la résistance.

La Ligue communiste exprime au MIR sa profonde sympathie face à ce nouveau crime de la junte militaire.

Dans ces heures pénibles, nous appelons, au-delà de nos divergences, les camarades du MIR à renforcer l'unité, déjà réalisée dans certains fronts spécifiques de la résistance ouvrière et populaire.

Aujourd'hui, plus que jamais, l'unité d'action est à l'ordre du jour.

Unité pour former les comités de résistance populaire dans les usines, les poblaciones, la campagne, dans les lycées et les universités.

Unité dans la lutte pour le rétablissement des droits politiques et syndicaux, pour un réajustement de 100 % des salaires, pour la libération des prisonniers politiques, pour le sabotage de la production et l'écrasement de la dictature.

Unité pour la formation d'un pôle révolutionnaire solide, qui conduise la classe ouvrière à renforcer dès maintenant ses forces indépendantes sous le drapeau de la lutte continue pour la révolution socialiste.

La mort du camarade Enriquez ne restera pas impunie. Le peuple, dans sa marche vers la libération définitive n'accordera ni paix ni pardon à ses assassins.

Hasta la victoria, Siempre Venceremos

Ligue Communiste du Chili (organisation sympathisante de la IV^e Internationale)

LA DEROUTE DE M. ROCARD

Les résultats du Conseil National du PSU ont pour une fois le mérite de la clarté. Michel Rocard que toute la presse s'était évertuée à présenter comme entraînant sans problème l'ensemble du PSU dans le giron du PS, obtient 32% des voix.

Ce n'est pas une défaite mais une déroute. Même les bastions traditionnels de la droite du PSU (Côtes du Nord, Haute-Garonne, Haute-Normandie, Meurthe et Moselle, etc.) se sont très largement effondrés. La troisième tendance (Barjonnet Guerche) a obtenu 25% des voix : elle a, pour ce conseil national, finalement choisi l'alliance avec la gauche contre la direction sortante. Quant à la gauche, elle a obtenu un score dépassant ses propres espérances : 42%, obtenant jusqu'à 60% dans certains votes, en entraînant une partie de la troisième tendance dont l'existence l'a en fait privée de la majorité absolue. C'est elle la véritable triomphatrice du Conseil National : en obtenant la démission du bureau national, elle obtient en même temps la majorité absolue dans la nouvelle direction (17 représentants contre 9 pour la troisième tendance).

Dans un contexte politique différent, elle reproduit la même bataille qui avait abouti au rejet de l'entrée dans la FGDS proposée par Gilles Martinet il y a quelques années. De fait, ce Conseil National n'a eu que deux points à l'ordre du jour : le refus de s'intégrer au PS et l'élection d'une nouvelle direction. Sur le fond, le débat politique a été esquivé, ce qui permis à une majorité assez hétéroclite de se constituer. La gauche du PSU rejette l'adhésion au PS en fonction d'un projet politique totalement différent de celui de François Mitterrand et de son parti. Sa perspective d'un socialisme auto-gestionnaire fait référence à la nécessité préalable de s'emparer du pouvoir

politique central et de briser l'appareil d'Etat. Ceci dit, la tendance gauche n'a pas pensé ses grandes orientations à ce conseil national et s'en est tenue pour des raisons tactiques au document souvent confus voté par le dernier congrès PSU à Toulouse. Cette tactique lui a permis de faire alliance avec la tendance de Barjonnet, politiquement plus proche de la stratégie de F. Mitterrand, mais qui s'est développé en faisant appel essentiellement au « patriotisme de parti ». La tactique est donc restée aux postes de commande lors du Conseil National et, une fois de plus, on a eu droit à une motion unanime sur les Assises du socialisme qui reflète le désarroi de la direction sortante et les limites de la nouvelle majorité.

Ceci dit, on peut noter que la gauche qui s'était déjà regroupée derrière la candidature de Piaget a progressé puisqu'elle passe de 34% à 42% des mandats.

Ce vote majoritaire intervenu à Orléans témoigne des réticences grandissantes des travailleurs radicalisés qui avaient été tentée par l'expérience PS, le même phénomène se développant à la base de la CFDT, surtout après l'accord « anti-Lip » du 26 juin, qui permet à la CFDT de se rallier aux principales orientations de la direction CGT.

La direction Rocard-Chapuis va donc rejoindre le PS avec quelques fédérations seulement, vraisemblablement après le congrès du PSU. Elle a peu de chances de reprendre la tête du parti et n'a aucun intérêt à rester comme minorité au PSU. Ce changement d'orientation du PSU ne manquera pas de refroidir l'ardeur de ceux qui s'apprêtent à rentrer au PS en misant sur la garantie que représentait l'arrivée du PSU. Le PC comme Mitterrand sont par contre satisfaits de voir s'éloigner de l'union de la gauche des « trublions gauchistes ».

Les PSU qui vont rejoindre le PS se

réclament plus de Mauroy que du CERES. Cependant, le « nouveau » PSU aura du mal à ressembler à l'ancien. Sa direction provisoire n'incarne pas la dominante chrétienne radicalisée du parti ; d'anciens militants oppositionnels du PCF et de l'UEC y joueront désormais un rôle important. Aujourd'hui, le PSU ne pourra plus aisément jouer sur un rôle d'intermédiaire entre l'extrême-gauche révolutionnaire et les partis réformistes. Au-delà d'un jeu tactique à court terme, le PCF sera moins enclin à « reconnaître » la nouvelle direction qui risque d'être vite classée parmi les « gauchistes ».

C'est dire que le PSU va devoir clarifier ses positions et ses rapports avec les composantes du mouvement ouvrier, ce qui impliquera un débat de fond avec la tendance Guerche-Barjonnet beaucoup plus attirée par les sirènes de l'union de la gauche. Les révolutionnaires n'ont pas à assister en spectateurs goguenards à ce débat politique et l'on peut souhaiter qu'il se déroule véritablement en évitant les stupidités qui donnent bonne conscience sur le thème « les gauchistes n'existent plus » (V. Fay au conseil national du PSU). Un peu de modestie ! Le FCR souhaite cette confrontation, souhaite toute clarification politique au sein de l'extrême-gauche. La preuve vient d'être administrée que l'auto-gestion n'était pas en soi le critère déterminant pour le partage entre les réformistes et les révolutionnaires. Le débat est donc ouvert sur la place de l'auto-gestion dans le cadre d'une stratégie révolutionnaire. Quel type de parti, quel type d'internationale faut-il construire aujourd'hui ? Toutes ces questions, nous sommes prêts à en discuter avec les camarades du PSU, comme nous sommes prêts à envisager toutes les formes d'unité d'action contre l'adversaire commun.



Photo Gamma

des questions fondamentales pour l'ensemble des militants révolutionnaires

OUVRIR LE DEBAT

Politique Hebdo a publié un interview du camarade Piaget à la veille du conseil national du PSU où il donne sa position sur des questions fondamentales pour l'ensemble des militants révolutionnaires.

En ouvrant ce débat nous voulons donc participer à la confrontation nécessaire 6 ans après 68, entre toutes les composantes du mouvement révolutionnaire.

5 questions nous semblent capitales :

1 QUELLE TACTIQUE FACE AUX REFORMISTES ?

Dans son interview, Charles Piaget insiste sur l'importance de ne pas se couper des masses. « L'important, dit-il, avec raison, c'est d'être avec elles, même quand elles ont des illusions, pour les aider à les dépasser dans l'action de classe » et il rejette deux attitudes : « l'une qui consiste à se satisfaire de certitudes théoriques sans souci d'efficacité concrète ; l'autre qui consiste à chercher refuge dans une 'grande maison' crédible et présentable ». Fort bien. Mais les masses, en raison de leur aliénation quotidienne, font confiance aux directions réformistes. Comment donc combiner « l'action de classe » nécessaire pour faire tomber les illusions des masses et la nécessaire unité de la classe, c'est à dire notamment l'unité avec les réformistes qui refusent ces actions ? Sur ce point, Charles Piaget ne donne pas une réponse claire. De même que le texte de

Victor Leduc ne répondait pas à la question de Chapuis qui écrivait : « Nous croyons toujours à la nécessité d'un pôle révolutionnaire, encore faut-il pour fonctionner qu'il soit en prise avec les masses réformistes elles-mêmes. Comment pourra-t-il se constituer sur la base d'une organisation certes révolutionnaire, mais obligée de s'allier aux partis réformistes, mais incapable en raison de sa faiblesse de les amener sur ses positions ? ». Cette question-clé est à la racine des divergences de l'extrême-gauche. On ne peut l'esquiver en proposant des rencontres unitaires de la base au sommet de « l'ensemble des forces populaires » dans la perspective d'Assises nationales « d'unité populaire ». Car de telles propositions n'ont aucune crédibilité pratique. Car comme le dit Charles Piaget, « seule l'expérience vécue amène les masses à modifier leur attitude ».

A cette question, la Ligue Communiste, puis le FCR ont tenté d'apporter

une réponse qui se situe dans la problématique classique du front unique ouvrier, mais qui tient compte des rapports de forces concrets. En ne se contentant pas de propositions unitaires générales, mais en prenant des initiatives autonomes rassemblant une partie des travailleurs et des jeunes il est possible de constituer dans l'action un rapport de forces permettant dans un deuxième temps d'imposer l'unité aux réformistes sur des bases de classe et, si possible, de déboucher sur un débordement de masse. C'est ce que nous avons contribué à faire en 68 avec les barricades étudiantes, imposant la manifestation unitaire du 13 mai qui débouchait sur la grève générale. C'est ce que nous avons contribué à faire lors du mouvement jeune contre la loi Debré et récemment encore sur l'armée. C'est ce qu'il est possible de faire au sein même des entreprises quand le rapport de forces n'est pas aussi favorable aux révolutionnaires qu'il pouvait l'être à

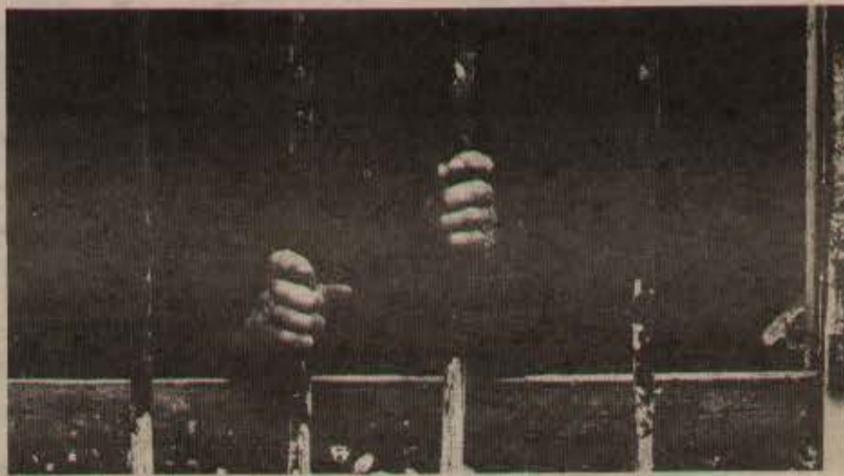
Lip. Bien sûr, cette tactique ponctuelle ne suffit pas à déterminer le type d'initiatives qu'il convient de prendre dans chaque situation ni à définir la bataille nécessaire contre les alliances de classes des partis réformistes avec des partis bourgeois, même s'il s'agit de groupuscules comme les radicaux de gauche ou les gaullistes de gauche... Mais sans une telle tactique, les révolutionnaires ne se permettent pas d'agir sur la transformation du mouvement ouvrier à l'œuvre depuis 68.

2 LES GAUCHISTES, « UN AIGUILLON » ?

Charles Piaget souligne que c'est « l'extrême-gauche qui a posé, de manière offensive, le problème de la contraception, des prisons, de la santé, etc. C'est en bonne partie sous l'aiguillon des « gauchistes » que nous avons réappris la pratique démocratique dans les luttes, que nous avons

ASSISES DE LA JUSTICE DE CLASSE A COLMAR

19.20.21 OCTOBRE



« Pour l'union de la classe ouvrière face à la justice bourgeoise et au pouvoir d'Etat, nous vous attendons à Colmar » (CAP).

Samedi 19 :

— 14 heures, ouverture des Assises par le CAP et Klapperstei 68
— gala de variétés avec Evariste, Michel Murty, la Troupe 2 et des chanteurs du Front Culturel Révolutionnaire.

Dimanche 20 :

— commission d'enquête animée par Jean-François Blay avec la participation du Syndicat de la Magistrature, le Mouvement d'Action Judiciaire, le groupe multiprofessionnel des prisons ; les paysans travailleurs, les travailleurs immigrés, ouvriers de diverses entreprises (Lip), le MLAC, un soldat libéré ayant subi la répression militaire.

Avec aussi des commissions sur les meurtres pendant les révoltes dans les commissariats, le bilan des révoltes, la justice, l'analyse des réformes.

20 h 30 meeting avec PS, PSU, FCR, Syndicat de la Magistrature.

Lundi 21 :

20 h, projection d'« Attica » avec débat.

Mardi 22 :

9 h, procès de Serge Livrozet, conférence de presse.

Ces Assises se tiendront au Cinéma Central, avenue de la République, Colmar.

Solidarité financière pour payer les frais du procès :

Mentionner sur le chèque « Pourriture de justice française »

CAP 15 rue des Trois-Frères Paris

Klapperstei 68 68055 Mulhouse Cdex



découvert l'importance du problème des travailleurs immigrés, etc. ... Aujourd'hui encore l'extrême-gauche se montre efficace sur ce terrain pourtant difficile : celui de l'armée ». Il est bon de le souligner face aux sirènes réformistes toujours prêtes à enterrer l'extrême-gauche.

Mais présenter l'extrême-gauche comme un aiguillon est largement insuffisant. Si l'extrême-gauche a fait tout cela et plus encore, ce n'est pas parce qu'elle est composée de jeunes radicalisés ayant l'imagination fertile et une sensibilité aiguë à la contestation des institutions bourgeoises, de la famille à l'école en passant par les prisons et l'armée.

C'est parce qu'elle est d'ores et déjà, quelles que soient ses faiblesses — que nous ne sous-estimons pas — une alternative au réformisme. En effet, si nous ne pensons pas qu'il est possible d'attendre patiemment de restructurer un parti révolutionnaire ouvrier de 100.000 à 200.000 membres, nous pensons qu'une organisation révolutionnaire de 15.000, 20.000 membres peut jouer un rôle décisif lors de la prochaine crise pré-révolutionnaire et en changer l'issue à deux conditions :

1) Qu'il y ait préalablement un débat dans le mouvement ouvrier sur des problèmes clefs pour le développement de la crise révolutionnaire : en particulier de l'auto-organisation des travailleurs, et ce n'est pas un hasard si le débat sur les assemblées générales souveraines et les comités de grève démocratiques a été lancé dans le mouvement ouvrier, en particulier dans le mouvement syndical, par les militants d'extrême-gauche, mais aussi sur l'unité de la classe en lutte, sur l'armée, etc.

2) Que des expériences partielles aient été au préalable réalisées dans le sens du contrôle ouvrier comme à Lip, à l'EDF-Brest, à Rhône Progil... dans la

voie des comités de soldats... dans la voie de l'alliance de classe paysans-mouvement ouvrier dans les comités de soutien aux luttes comme au Joint Français, etc.

3 UN PARTI DE COMBAT OU UN MOUVEMENT ?

Si l'on est d'accord avec les deux premiers points soulevés, alors on ne peut pas se contenter de définir le parti comme le lieu de confrontation entre la pratique de masse des militants et l'acquis théorique du mouvement ouvrier, comme semble l'envisager Charles Piaget. Encore moins comme le produit achevé du dépassement d'un « mouvement provisoire adapté à la diversité des rythmes militants qui fournirait d'une part un lieu de confrontation idéologique et d'autre part constituerait l'ébauche pour l'action concertée à la base et au sommet d'un pôle à la fois ouvert et cohérent, susceptible d'attirer à lui la grande masse des organisés » comme H. Hamon semblé en prêter l'intention aux nouveaux dirigeants du PSU.

Le parti a des initiatives propres à prendre et à assumer en tant que tel, aujourd'hui et demain, dans le cadre de la crise révolutionnaire, pour coordonner et centraliser les organes de double pouvoir, pour préparer et initier l'armement des travailleurs, pour mettre sur pied un plan insurrectionnel ou au moins un plan de défense face à une offensive réactionnaire. Tout cela fit défaut au Chili. Sous prétexte de rejeter une vision technique de la révolution, on ne peut se contenter de l'improvisation.

4 QUELLE CRISE REVOLUTIONNAIRE ?

Le camarade Piaget situe une telle crise dans le cadre d'un gouvernement

de la gauche, encore qu'il ne soit pas indifférent de savoir si la gauche viendra au gouvernement « à froid » ou lors d'une crise pré-révolutionnaire. Mais l'essentiel porte sur « l'articulation entre le gouvernement et les organes de ce double pouvoir ».

Il précise : « Il n'y a pas de voie médiane pour un gouvernement de gauche. Ou bien il se fait l'instrument conscient de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière dans toute la société, ou bien il reste un appareil contrôlé plus ou moins directement par la bourgeoisie ». Certes, mais « la gauche », elle, ne s'interroge pas. Elle a choisi le camp de la « démocratisation de l'Etat bourgeois », c'est à dire la deuxième solution. Dès lors, si on peut être d'accord avec la démarche pédagogique de Piaget, il ne faut semer aucune illusion sur l'union de la gauche, « soupape de sécurité de la bourgeoisie ». La tâche essentielle des révolutionnaires pendant la crise révolutionnaire ne sera pas de demander au gouvernement de gauche de s'articuler avec les organes de double pouvoir.

Mais il faudra prendre les initiatives pour préserver l'autonomie de ces organes contre toutes les tentatives de récupération, prendre les initiatives pour centraliser ces organes et constitués ainsi le pouvoir ouvrier susceptible de mettre à l'ordre du jour la destruction de l'Etat bourgeois.

5 QUEL DEBOUCHE POLITIQUE POUR LES LUTTES D'AUJOURD'HUI ?

Mais aujourd'hui si les travailleurs ne se posent pas consciemment le problème d'une stratégie révolutionnaire, par contre ils se posent massivement le problème du changement de politique pour que cessent le chômage, l'inflation, contre lesquels ils doivent lutter pied à pied. Or, pour ce changement, ils font confiance aux instruments hérités de la

période antérieure de la lutte de classe : c'est-à-dire aux partis réformistes appuyés par les directions syndicales.

Le camarade Piaget offre un premier niveau de réponse en expliquant que c'est à travers la prise en charge collective des luttes que les travailleurs prennent conscience de la nécessité et de la possibilité de la prise du pouvoir par eux-mêmes en tant que classe. Mais on ne peut se contenter de multiplier les expériences locales, car de plus en plus pour s'engager y compris localement, dans l'action, les travailleurs exigent une perspective globale face à la crise et à la politique du pouvoir. Dans la situation actuelle nous pensons que la réponse stratégique que des militants révolutionnaires doivent opposer au réformisme doit s'articuler à trois niveaux :

— 1) développer la dynamique des luttes dans le sens du contrôle ouvrier et de la remise en cause des rapports sociaux dans et hors l'entreprise à l'exemple de Lip

— 2) avancer vers la perspective de la grève générale en tentant d'unifier des plates-formes revendicatives mobilisatrices face à l'inflation et au chômage et en commençant la coordination des luttes au niveau d'une branche ou d'une ville.

— 3) fixer comme horizon le renversement du gouvernement et son remplacement par un gouvernement des organisations ouvrières à la suite ou non d'une victoire électorale.

Les réponses que nous proposons n'ont pas la prétention d'être la solution achevée des problèmes posés. Mais parallèlement à notre débat interne pour la préparation du 1er congrès du FCR, nous souhaitons mener un débat public fraternel avec les autres forces révolutionnaires et œuvrer ainsi à la construction du parti révolutionnaire.

René YVETOT

IL MONTRE LES DENTS, MAIS NE PEUT PAS MORDRE !

Deux anciens ministres battus, deux autres élus avec 1 % d'avance : la confirmation de la poussée de la gauche.

Pourtant, l'Huma du 8 octobre publie une résolution du Bureau politique du PC. Après avoir salué brièvement le résultat, le texte attaque le point central : «...les candidats communistes ont perdu des voix dans cinq circonscriptions sur six. Les communistes, les travailleurs s'en inquiètent. Ils ont raison, nous devons répondre à leur interrogation ». Le soir même, à Europe 1, Marchais reprend le thème en sortant les crocs.

Il faut reconnaître que les militants du PCF ont tout lieu d'avoir de multiples motifs d'inquiétude. D'abord, leur parti prépare un congrès axé sur l'union du peuple de France; la perspective du socialisme est renvoyée aux calendes et la lutte pour le socialisme est retirée des bases d'adhésion au parti. Au même moment, le Parti socialiste essaie de redorer son blason auprès des militants du PSU et de la CFDT à travers les Assises pour le socialisme.

En quelque sorte, le PCF s'appuie la basse besogne de l'Union de la gauche, les ouvertures à droite, le racolement des gaullistes, les cortèges tricolores. Sans compensations électorales, puisque son seul candidat présent au second tour des partielles n'a pas fait le plein des voix de la gauche et a échoué de 1 % face à Guéna. Tous les autres candidats, PS ou radicaux de gauche, ont fait le plein. Et ces résultats tombent à un mauvais moment : pendant le court laps d'ouverture de débat préparatoire au congrès extraordinaire.

A ces motifs d'inquiétude électoralistes, s'en ajoutent d'autres, moins apparents, mais peut-être, plus graves. Notamment le fait que la CGT ait perdu du terrain aux élections professionnelles dans de nombreux secteurs (Renault, Berliet, SNCF) et souvent au profit de la CFDT (Moulinex, Saviem, Lip, Banques). Lors du comité confédéral national de juin, Georges Pompey, responsable de la fédération des employés CGT, déclarait : « Dans les élections professionnelles qui se tiennent dans les grandes entreprises, notre influence est en baisse... Faut-il céder sur notre ligne

de masse ? Faire des concessions à l'aventurisme ? Nous ne le pensons pas. Il aurait été facile de lancer un mot d'ordre de grève générale (des banques) et de tenir pour peu d'importance le fait que 30 % seulement de la corporation y répondait. Nous aurions également pu soutenir toutes les occupations qui étaient le fait de toutes petites minorités sans que le personnel soit appelé à en décider. Il aurait également été facile de nous intégrer dans les assemblées dites générales où 10 % du personnel décide pour tous ou de nous associer aux campagnes outrancièrement anti-cadres. Peut-être que si nous l'avions fait nous n'aurions pas enregistré de recul aux élections ». (Le Peuple, N°946)

C'est un comble : le responsable CGT reconnaît qu'une ligne selon lui « aventuriste » aurait permis à la CGT de ne pas reculer aux élections, alors que la « ligne de masse » pratiquée aboutit à l'effet inverse. A croire que cette ligne va à rebours du courant, et que les impératifs électoraux, le freinage des luttes, commence à coûter aux bureaucrates la confiance de certaines couches de travailleurs. Que rien ne soit fait par le PCF le 11 septembre pour l'anniversaire du coup d'Etat chilien, alors que la jeunesse communiste signe une déclaration commune avec l'UJP, voilà encore de quoi envenimer les choses. Bref, si l'on fait la somme, le PCF a pris la tête dans la course aux gaullistes, repentis ou non, ses militants sont en première ligne dans le freinage des luttes susceptibles de bousculer les accords électoraux, ils sont voués aux

basses besognes... sans en profiter, ni aux élections législatives, ni aux élections professionnelles. Il y a bien de quoi mécontenter les militants, ou, pour le moins les amener à s'interroger.

Pour prévenir ces réactions, le BP du PCF s'en fait le porte-parole. Dans l'Huma du 9 octobre, Andrieu prend le relais de Marchais en rendant responsable des déboires une campagne anti-communiste « qui rappelle le temps de la guerre froide et de la chasse aux rouges ». Pour qui se souvient de la guerre froide, il s'agit sans aucun doute d'une exagération de circonstance.

Mais, il y a d'autres responsables des déboires, ce sont les alliés déloyaux. Dans la résolution du BP, il est dit : « Nous le disons franchement, le mot d'ordre répété de la nécessité d'un prétendu rééquilibrage des forces de gauche prend un caractère de plus en plus pernicieux, parce qu'il comporte lui aussi l'idée de réduire l'influence communiste ». Et Marchais reprend devant les micros d'Europe 1 : « Nous sommes préoccupés quand nous constatons que le Parti socialiste, les radicaux de gauche par leur comportement, vont dans le même sens et que rééquilibrer la gauche signifie prendre des voix aux communistes (...) Or, dans ces élections, on a vu dès le premier tour le candidat socialiste, le radical de gauche mener campagne sur le thème qu'ils étaient les mieux placés pour battre la droite »

Peut-on interpréter cette réaction brutale comme la crainte d'un renversement d'alliance du PS après qu'il



se soit regonflé. Non ; le PS s'est reconstitué à travers son alliance avec le PC, il n'aurait rien à gagner en s'engageant à nouveau dans l'impasse de la 3^e force explorée par Deferre en 69. Ce que le PCF et surtout sa base, peut difficilement tolérer, c'est de voir violer ses chasses gardées. La logique électorale qui est la sienne le dessert alors qu'elle profite au PS, plus rassurant. Et après avoir perdu l'hégémonie électorale au sein du mouvement ouvrier, il perd le monopole sur l'organisation de la classe, avec le recul aux élections professionnelles, avec la reconstitution, même limitée, d'une base ouvrière du PS, avec le développement de l'extrême-gauche.

C'est pour cela principalement que le PCF réagit et que Marchais montre les dents. Mais il ne peut pas mordre ! Car il n'a pas d'orientation de rechange. Les inconvénients qu'il dénonce sont la conséquence inévitable de sa ligne. L'intervention du responsable des banques à la CCN de la CGT est éclairante. Pour éviter ces reculs, il aurait fallu accepter la démocratie des assemblées générales, peut-être des comités de grève, soutenir les occupations, ne pas faire de concessions aux cadres, appeler à la grève générale...

Voilà bel et bien une orientation de rechange, peu compatible avec celle dans laquelle s'est enfoncé le PCF : union du peuple de France, main tendue aux gaullistes, aux cadres, aux PME. Aussi peu compatible que lutte de classes et collaboration de classes.

D.B.

la JC et l'armée LE MAL DE MER

Depuis le renouveau du mouvement anti-militariste et en particulier depuis la signature de l'Appel des cent, le PC et la JC ont multiplié les prises de position et les initiatives sur l'armée. Mais, entre la volonté de ne pas se couper des luttes du contingent et l'appel du pied aux cadres de la hiérarchie militaire, entre la solidarité avec les bidasses victimes de la répression et les déclarations se démarquant de « l'antimilitarisme primaire », la voie est étroite et semée de contradictions.

Les signataires de l'Appel des cent, victimes de la répression ont été soutenus par la direction du PCF, mais jamais les revendications qu'il contient n'ont été publiées dans « l'Humanité ». Cet oubli n'est pas fortuit.

POUR TOUS LES SOLDATS LE DROIT DE S'ORGANISER

L'une des revendications essentielles de l'Appel des cent est celle du droit d'organisation. Isolés, face à la machine militaire, un bidasse n'a aucun moyen réel de faire valoir ses droits les plus élémentaires. C'est une vieille tradition du mouvement ouvrier aujourd'hui pourtant fort oubliée que celle qui consiste à lutter pour que sous l'uniforme, les travailleurs conservent les mêmes droits que ceux qu'ils ont conquis dans l'usine et au premier chef celui d'agir collectivement.

Mais à l'armée s'organiser pour se défendre, c'est s'organiser en pratique contre la hiérarchie militaire. Et c'est là que pour le PC, le bât blesse : car la perspective électoraliste et légaliste du programme commun avançant l'idée d'une « réforme démocratique de l'armée » mise essentiellement sur le loyalisme sans faille des officiers et des sous-officiers, pour empêcher l'armée de se retourner contre les travailleurs et non sur la mobilisation et l'organisation des bidasses. « Nous connaissons l'honnêteté morale de la grande majorité des cadres de l'armée... » déclarait le PCF dans un texte à leur adresse.

La conséquence de cette ligne, c'est que — contrairement à ce qui se passait dans les années 30, où le PCF avait constitué un appareil dans l'armée et développé d'intenses campagnes anti-militaristes — les militants partent aujourd'hui sous les drapeaux sans conseil ni consigne. Souvent même leur cellule leur demande de rendre leur carte avant leur départ...

Laissés à eux-mêmes, il est arrivé que certains d'entre eux participent à des comités de soldats impulsés par des militants révolutionnaires dans les casernes, signent et fassent signer l'appel des cent.

QUAND LE MOT « ANTIMILITARISME »



Il y a bien longtemps...

DEVIENT PEJORATIF

Pour qui aurait lu l'« Humanité » d'un œil non averti, ces deux derniers mois, une conclusion s'imposait : la JC était bien la force motrice du mouvement de solidarité aux signataires réprimés de l'appel des cent : tracts aux permissionnaires dans les gares, communiqués de presse, articles se succédaient.

Mais après Draguignan la direction du PC a bien voulu marquer publiquement qu'elle n'avait rien de commun avec les « antimilitaristes » systématiques ; qu'elle n'avait rien à voir avec ceux qui provoquent des désordres dans les casernes, faisant ainsi l'avènement d'une armée de métier...

Ainsi le mot « antimilitariste » que les JC avaient porté autrefois comme un étendard dans toutes les campagnes qu'ils avaient impulsées est aujourd'hui devenu péjoratif !

En réalité, ce faisceau de contradictions est générateur d'un mal de mer important, en particulier chez les JC : comment chercher le contact à tout prix avec les jeunes gaullistes de l'UJP (dont les aînés sont les plus féroces défenseurs de l'armée de métier, arme contre-révolutionnaire par excellence et en même temps refuser toute unité avec les révolutionnaires qui ont joué de longue date le rôle le plus actif dans la solidarité avec les luttes des casernes ?

La profondeur de leur volonté de soutien aux bidasses réprimés, nous la mesurons en leur proposant par exemple dans tous les lycées où ce sera possible, d'inviter en commun un signataire de l'appel des cent à venir faire une réunion-débat sur l'armée. Chiche !

F.L.

JUSTE CE QU'IL FAUT

Depuis une semaine, les directions syndicales ont haussé le ton. Abandonnant le quémardage poli d'ouverture de négociations, elles ont engagé la marche vers un mouvement d'ampleur nationale... à petits pas.

La rentrée sociale avait jusqu'ici été marquée par un certain attentisme dans la classe ouvrière : sentiment (sauf dans les secteurs les plus touchés) que le plus gros des attaques sur les salaires et l'emploi reste encore à venir ; conscience que la crise nécessite une réponse politique et après le score électoral de la gauche et le renforcement de l'unité CGT et CFDT, hésitation plus grande à s'engager dans des luttes isolées et coûteuses. Non pas la démoralisation ni le reflux : l'expectative du lutteur avant le combat.

Les directions syndicales avaient amorcé la rentrée en se refusant à lancer la moindre perspective autre que les demandes réitérées à Giscard de négocier. Faire comprendre aux éléments les moins conscients le caractère malfaisant du régime, ne pas effrayer l'électeur, quitte à décevoir les plus combattifs...

AVANT L'HIVER

Mais après la réunion de la Commission Exécutive de la CGT, le ton a changé : « si le gouvernement et le patronat croyaient pouvoir spéculer sur ce qu'on ne sait quelles hésitations syndicales, ils ont commis une erreur » déclare Séguéy. Et la direction de la CGT publie un appel aux travailleurs : « Dans de nombreuses localités, régions, vous engagez et développez des luttes importantes, courageuses, unitaires. Il faut les renforcer, les étendre. Pour mettre en échec l'agression que vous subissez, il faut vous unir et agir ensemble. La CGT estime que cette riposte unitaire doit prendre une grande ampleur et atteindre une dimension nationale ».

Cette déclaration fait sensation. La presse de droite jette un petit frisson : « La CGT attaquera avant l'hiver » titre Le Point. Edmond Maire, dès le lendemain, emboîte le pas : « L'heure de la riposte est venue, nous ne pouvons plus les laisser faire ». On allait voir ce qu'on allait voir...

POURQUOI CE CHANGEMENT DE TON ?

Si la direction de la CGT s'est résolue à dépasser la ligne de mise au pied du mur verbale de Giscard, c'est pour plusieurs raisons convergentes : tout d'abord, elle a bien senti une évolution sensible dans les luttes en cours. Alors que la rentrée avait été marquée jusqu'ici par des luttes dures sur l'emploi sans dynamique de généralisation, on commence à voir se multiplier à présent des luttes sur les salaires en particulier dans toute une série de grands magasins, chez les fonc-

tionnaires de la Caisse des Dépôts et Consignations, etc. Elle a dû répondre à certains tiraillements de la base qui commençait à trouver qu'un mois à rester les bras croisés en attendant que le gouvernement se décide à négocier, ça fait long. Mais elle a été aussi guidée par un autre souci : pour pouvoir concrétiser un minimum de rapport de forces de l'Union de la Gauche face à Giscard d'une part et, au sein de l'Union de la Gauche entre le PC et le PS d'autre part, il fallait que la direction de la CGT reprenne l'initiative, avant même de rencontrer la CFDT.

UNE ESCALADE PLANIFIEE LIMITEE ET CONTROLEE

Après les premières déclarations, beaucoup de travailleurs s'attendaient à une initiative centrale fin octobre. La rencontre CGT-CFDT accoucha d'un... calendrier :

- une journée de protestation avec arrêt de travail le 14 octobre sur la Sécurité Sociale (mobilisation limitée destinée à « faire pression » sur la séance parlementaire du lendemain) ;
- l'envoi de « délégations massives » des entreprises touchées par les licenciements, le 25 octobre au siège du CNPF ;
- des journées « régionales de manifestations et d'actions » avec arrêts de travail dans la période du 21 au 31 octobre organisées par les Unions départementales et les Unions régionales.

Ainsi, s'il s'agit d'une escalade, le moins que l'on puisse dire c'est qu'elle monte en pente douce ! Quant à ce qui suivra, le communiqué commun est des plus circonspects, se bornant à affirmer que la CGT et la CFDT « arrêteront ensemble les modalités de développement de cette action au plan national ».

ORCHESTRER LE MECONTENTEMENT EVITER TOUTE EPREUVE DE FORCE

Ce qui motive la prudence de ce planning bureaucratique, c'est que — si les directions syndicales ont intérêt à ce qu'il y ait un minimum de mobilisation — elles sont à l'évidence décidées à la cantonner dans le cadre de la stratégie électoraliste de l'Union de la Gauche.

Montrer d'abord sa bonne volonté en proposant de négocier. Laisser ensuite monter le mécontentement. L'orchestrer au besoin dans le cadre d'une politique de « protestation ». Au besoin, si la conjoncture s'y prête, culminer en fin de trimestre par une réédition du 6 décembre



73, sous forme d'une journée nationale d'action avec débrayage. Mais toujours sur le mode de la « démonstration du mécontentement ». Pas question de préparer une grève générale pour imposer les revendications les plus brûlantes de toute la classe ouvrière.

Ils sont résolus à éviter soigneusement tout ce qui pourrait conduire à une épreuve de force sur le terrain des luttes avec le pouvoir.

Dans les PTT par exemple une grève démarre à Paris-Brune : 1500 travailleurs, un fief du PC qui y compte plusieurs cellules, une forte implantation du PS. Les dirigeants de la CGT « accompagnent » la grève. Mais celle-ci menace de s'étendre : des AG se tiennent dans d'autres centres de la région parisienne. On n'est pas loin d'une généralisation de la lutte contre tout projet gouvernemental de rentabilisation des PTT... La direction des PTT recule alors sensiblement, les responsables de la CGT freinent de toutes leurs forces. La grève s'arrête.

La lutte engagée à l'ORTF est, elle aussi, significative de la politique confédérale : le démarrage d'une grève illimitée dans un secteur comme l'ORTF peut déboucher directement sur un affrontement avec le gouvernement dont toute la politique de démantèlement est mise en cause. Les directions confédérales — qui ont dénoncé le démantèlement — ne souhaitent pourtant pas du tout s'engager dans une dynamique de choc frontal avec le pouvoir comme celle de la grève du métro en 71 qui les mettait devant l'alternative, soit doubler la mise par l'extension et la solidarité, soit risquer la défaite. C'est pourquoi, dès les premiers jours de la grève, les directions confédérales CGT et CFDT envoyaient une lettre aux responsables syndicaux de l'ORTF leur « conseillant vivement », compte tenu de l'attitude du pouvoir et du rapport de forces, de mettre fin à leur mouvement. Démarche qui rappelle fort la lettre envoyée par Edmond Maire à la section CFDT de Lip en octobre 73 pour lui demander (avec les formes) d'arrêter la lutte au plus vite. Rouge de la semaine dernière montrait la parenté étroite entre l'accord du 26 juin et le texte d'une circulaire CGT de bilan de Lip qui justement citait cette lettre de

Maire intégralement en annexe. La réalité est venue apporter une éclatante confirmation. A l'ORTF, dans l'esprit du 26 juin, Maire et Séguéy ont posé avec un bel ensemble leurs deux pieds sur le même frein...

UNE RIPOSTE D'ENSEMBLE

Les déclarations « chaudes » des dirigeants confédéraux recouvrent donc une tactique tout à fait prudente. Mais si les militants en voient toutes les implications, il faut comprendre que pour beaucoup de travailleurs qui hésitaient à se lancer, elles peuvent être comprises comme un encouragement à la lutte dans leur propre entreprise. A nous de pousser dans ce sens.

Mais le problème reste celui des perspectives centrales. La déclaration CGT-CFDT est d'un flou absolument extraordinaire. Le seul mot d'ordre précis est celui du SMIC à 1500 F. Nous devons lutter au contraire pour une plate-forme revendicative unique qui fixe des objectifs mobilisateurs pour l'ensemble de la classe ouvrière : 1500 F minimum, 300 F pour tous garantis par l'échelle mobile, la semaine de 35 heures, la défense de la sécurité sociale.

La déclaration de la C.E. de la CGT parlait « d'étendre », de « coordonner », les luttes, d'une riposte de « dimension nationale ».

Excellente idée. Mais balancer des dates fixes aux U.D. du haut du bureau confédéral pour qu'elles mobilisent à l'échelon local ce n'est sans doute pas le meilleur moyen. La démarche la plus logique serait au contraire de tisser des liens solides entre les grèves qui restent aujourd'hui isolées, de chercher à unifier au maximum leurs revendications sur les salaires et l'emploi. Ce serait d'expliquer d'ores et déjà dans toutes les entreprises une riposte d'ensemble de la classe ouvrière face aux attaques dont elle est victime. D'expliquer que sur ces revendications vitales il faudra engager une grève jusqu'à satisfaction.

C'est cette démarche que défendront les révolutionnaires. Et il n'est pas sûr que le mouvement réel des luttes de classes accepte de se conformer aux méandres de la planification bureaucratique qui lui est fixée.

F.L.

1500 F — 1200 F — 1300 F — 1500 F 3 changements en 8 mois UN GAG PLUTOT SAUMATRE

● Mars 74 : les directions de la CGT et de la CFDT font campagne pour la revendication de 1500 F minimum. Séguéy pose publiquement la question à Giscard d'Estaing : « un salarié peut-il vivre décemment avec moins de 1500 F par mois ? »

● 16 mars 74 : Séguéy prend à partie le manque d'objectivité des journalistes de l'information sociale qui n'ont pas assez « mesuré l'importance » de cette revendication et ne s'y sont intéressés que lorsque la CFDT s'est décidée à l'avancer.

● 20 mars 74 (4 jours après) : les 3 partis signataires du Programme commun rendent publics « 5 objectifs sociaux immédiats ». Le troisième de ces objectifs est « l'augmentation du SMIC à 1200 F, base 40 heures »

● La direction de la CGT emboîte le pas adoptant cet objectif comme revendication immédiate et rejetant le SMIC à 1500 F dans les brumes du futur.

● La direction de la CGT emboîte le pas adoptant cet objectif comme revendication immédiate et rejetant le SMIC à 1500 F dans les brumes du futur.

● Dans la CFDT l'affaire crée des remous : « Une controverse particulièrement vive a eu lieu sur les salaires. La fédération Hacuitex se prononce pour le SMIC à 1500 F. Il est en effet contradictoire selon elle, de revendiquer un salaire minimum de 1200 F par mois. Un premier vote à main levée donne une majorité en faveur de cette proposition. Edmond Maire intervient alors pour demander un vote par mandats. Il souligne que cet

amendement va à l'encontre d'une orientation déjà prise par la CFDT il y a peu de temps et qu'il remettrait en cause l'accord d'unité d'action avec la CGT. Il pose de plus un problème de stratégie en cas de victoire de la gauche. Une telle hausse de salaire minimum interprofessionnel représente une augmentation de plus de 5P - d'un coup (contre 23 % pour un SMIC à 1200 F) ; elle serait largement annulée par l'accélération de l'inflation qui s'ensuivrait. » (Syndicalisme Hebdo N° 1494)

La formule qui sera popularisée à l'issue de ce débat où Maire finit par arracher la majorité dans le vote par mandats est dans le plus style diplomatique :

« Le revenu minimum de 1500 F reste un objectif à populariser largement (sic). En ce qui concerne le SMIC légal, la

première étape est la revendication immédiate du SMIC à 1200 F »

● Mai 74 : Giscard est élu, il lâche une augmentation du SMIC qui avoisine presque les timides propositions de l'Union de la gauche. Les directions syndicales alors ne tardent pas à remonter le SMIC à 1300 F. « première étape vers les 1500 F »

● 8 octobre 74 : CGT et CFDT revendiquent le SMIC à 1500 F. Il y a eu trop de remous à ce sujet. Dans trop de luttes, les travailleurs réclament le salaire minimum à 1500 F, y compris quand les salaires sont très bas comme chez les employés de la COOP de la Roche qui gagnent 1100 F par mois. Les directions syndicales ont donc réhaussé leur revendication... sans toutefois avancer une perspective de lutte crédible qui puisse réellement l'imposer.

100 R. DE RICHELIEU PARIS 2^e - 073.65.00 - 742.81.54 - FONDATEUR ROBERT LAZURICK

FRANC

L'AURORE

MERCREDI 9 OCTOBRE 1974 N° 9.363 33^e ANNÉE

O.R.T.F. : LA POLICE VEILLE

Toutes les mesures sont prises pour empêcher l'occupation des locaux par les grévistes et préserver le programme minimum personnel (seulement 35 % selon la direction)

Un attentat a été fait de gros dégâts au Palais de Justice

LES ANGLAIS... vont demain la cérémonie sur l'île de la Cité sera précédée par une manifestation

"FRANCE" L'équipe se présente en retard sur un prochain retour en France

VIZILLE Mille élèves priés de cours après l'abandonnement du plafond de C.E.S.

FOOTBALL Croix en tête, le F.C. Brno domine l'opposition Fontaine Roissy Paris S.G. ce soir, à 20 h 50, au Parc

SPECIAL TIERCE Double à Berry sur la Piste Handicapée de la région de Cognac. Le programme de la semaine d'aujourd'hui à Compiègne. (Voir en page 11)

AUX ASSISES DU C.N.P.F. A LILLE GROGNE RENTRÉE DES CHEFS D'ENTREPRISE devant les difficultés du crédit, des prêts et des investissements (voir en page 4 l'article de notre correspondant Pierre LAPRIÈRE)

U.S.A. : FORD A EXPOSÉ SON PLAN DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

Un attentat a été fait de gros dégâts au Palais de Justice

LES ANGLAIS... vont demain la cérémonie sur l'île de la Cité sera précédée par une manifestation

"FRANCE" L'équipe se présente en retard sur un prochain retour en France

VIZILLE Mille élèves priés de cours après l'abandonnement du plafond de C.E.S.

FOOTBALL Croix en tête, le F.C. Brno domine l'opposition Fontaine Roissy Paris S.G. ce soir, à 20 h 50, au Parc

SPECIAL TIERCE Double à Berry sur la Piste Handicapée de la région de Cognac. Le programme de la semaine d'aujourd'hui à Compiègne. (Voir en page 11)

AUX ASSISES DU C.N.P.F. A LILLE GROGNE RENTRÉE DES CHEFS D'ENTREPRISE devant les difficultés du crédit, des prêts et des investissements (voir en page 4 l'article de notre correspondant Pierre LAPRIÈRE)

U.S.A. : FORD A EXPOSÉ SON PLAN DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

LE CHOC

Le 8 octobre la télé s'est mise en grève. Giscard a aussitôt envoyé ses flics entourer la Maison de la Radio.

La bataille engagée par le personnel de l'Office ces derniers jours est l'aboutissement d'une série de luttes contre les mesures de démantèlement qui, depuis plusieurs années se sont progressivement mises en place. Depuis l'arrivée de Giscard, cette offensive s'est spectaculairement accélérée : en juillet, le parlement vote « en urgence » une loi qui crée 7 « établissements publics » autonomes (T.V. 1, T.V. 2, T.V. 3, production lourde,

institut audio-visuel, radio). Soumis à la concurrence du privé, ils devront être « rentabilisés », comme prélude à leur privatisation pure et simple.

Dès ce moment, pour les agents de l'Office, le choix est simple :
— ou accepter le cadre de cette loi et tenter d'aménager au mieux les licenciements et la disparition du statut unique
— ou se battre contre l'application de la

loi sur des mots d'ordre clairs : maintien du statut unique, pas un seul licenciement.

LES PREMIERES BATAILLES DE L'ETE

Dès le vote du Parlement, la volonté de lutte est grande dans le personnel. Beaucoup sont partisans d'une grève reconductible. Mais on leur oppose diverses objections : la saison estivale peu propice à l'action, la nécessité de « garder ses forces », etc. En plein mois de juillet, les travailleurs de l'Office font tout de même 48 heures de grève et une manifestation de 2000 personnes qui traverse le cœur de Paris. La grève est menée activement ; sur les grands boulevards, dans les gares des milliers de tracts sont distribués. Ces deux jours de grève ont vu la mise en place par l'intersyndicale de comités de

le PDG de la production lourde se font recevoir de la bonne façon...

DES LE PREMIER JOUR LES FLICS BOUCLENT LA MAISON DE LA RADIO

Le 16 septembre, un tract intersyndical appelant à la grève est distribué. La grève est votée par des assemblées générales. Mais du côté des directions syndicales, les flottements, les tergiversations se multiplient : plutôt que de lancer tout de suite la grève (avec ou sans préavis) on propose des « actions diversifiées » comme ersatz. En fait elles profitent du temps qui s'écoule pour revenir sur le contenu de la plate-forme, en faisant disparaître toute réforme au « statut unique » de l'ensemble du personnel.

Mais la mobilisation ne faiblit pas : dans plusieurs centres, des militants combattifs interviennent sur l'antenne à l'occasion d'émissions en direct. Et quand la grève démarre, le 8 octobre, elle est mieux suivie que les précédentes.

Dès le premier jour, les flics bouclent complètement la Maison de la Radio pour empêcher les grévistes des centres d'Issy-les-Moulineaux, Cognac-Jay et Joinville de venir en manifestation. Malgré leur présence, les camarades arrivent à se regrouper et à forcer une porte. Ils tiennent alors une AG dans un studio. Le débat est démocratique. Les directions syndicales n'osent pas venir s'y expliquer.

COUP DE FREIN SUR LA LUTTE

Au même moment, les délégués CGT de l'ORTF apprennent une nouvelle d'importance : les directions confédérales CGT et CFDT ont envoyé une lettre aux responsables syndicaux de l'Office, leur déconseillant vivement de durcir le grève. A partir de ce moment l'attitude de l'intersyndicale passe du flottement à la démobilitation systématique.

A l'AG du lendemain, les directions syndicales — après avoir expliqué qu'il y avait eu des grèves mieux suivies autrefois — proposent le choix entre deux options :

— ou bien reconduire la grève les jours suivants en élargissant

— ou bien consulter le personnel à bulletins secrets sur la possibilité d'arrêter la grève tout en déposant un préavis pour la semaine suivante. Inutile de dire que c'est sur cette deuxième proposition qu'insistera l'intersyndicale en ajoutant qu'éventuellement, la tactique de deux jours de grève par semaine pourrait être bonne pour l'avenir.

Ainsi, les directions tant CGT que CFDT ont manifestement choisi de temporiser et d'arrêter le mouvement, pour rendre un éventuel redémarrage problématique. L'accord du 26 juin se réalise contre la lutte. Il n'est pas sûr qu'elles parviennent à leurs fins, mais ce qui est certain, c'est qu'elles ont déjà reçu de sérieux coups de semonce de la part de leur base militante.

Le 9 octobre
Correspondant ORTF

PARTIS POUR UNE LUTTE DURE ET LONGUE

Les directions syndicales semblent au départ déterminées à aller jusqu'au bout : Marcel Huart, le secrétaire national du SNRT-CGT parle d'une grève à durée indéterminée, une grève « dure et longue », il évoque même le passage possible à des actions illégales. La plate-forme revendicative qui est avancée est sans ambiguïté : maintien du plein emploi, des droits acquis, du statut unique. Elle est votée une nouvelle fois massivement dans tous les centres. Les comités de popularisation organisent des « comités d'accueil » mouvementés lors des visites des responsables du démantèlement : Valéryane Giscard d'Estaing, puis Edeline,

GREVE A PARIS-BRUNE

Le centre de tri spécialisé de Paris-Brune est un centre pilote. Pilote parce qu'il est moderne. Pilote parce que l'administration vient d'y expérimenter (douloureusement) une nouvelle étape de la rentabilisation. Pilote surtout par les traditions de lutte, de combativité et d'organisation des travailleurs.

Depuis longtemps, la lutte se préparait à Brune. Déjà en février, la grève de 24 h reconductible avait été votée en Assemblée du personnel. Depuis 1 mois, l'action des Yvelines se préparait à partir, des revendications sur les effectifs, avaient été chiffrées, service par service. Durant la première semaine d'octobre, la grève jusqu'à satisfaction et l'occupation du centre étaient votées dans chaque brigade.

En brigade de nuit D, unanimité sauf une abstention du responsable PCF sur la brigade !

Dimanche 6, le soir, la brigade D commence la grève (sans préavis), elle est étendu lundi aux brigades de jour. Très

vite, la lutte s'organise, des équipes de popularisation et d'information sur les autres centres se constituent spontanément, une équipe de sécurité est mise en place ; une autre est chargée d'aider les travailleurs de la cantine pour qu'eux aussi soient concernés par la grève.

La CGT, la CFDT et FO soutiennent la lutte. Les directions syndicales sentent l'ampleur du mouvement, l'accompagnent. Une intersyndicale (3 CGT, 3 CFDT, et 3 FO) est constituée ; elle tente, sans succès de se faire appeler comité de grève.

L'administration se rend vite compte du danger (dans les autres centres déjà les questions fusent : « Brune est en grève ! ») Des assemblées se préparent ; des postiers vont « faire un tour à Brune » à la sortie du boulot ; elle négocie avec l'intersyndicale et recule sur le chantier Yvelines : des casiers seront supprimés 34 agents et 27 préposés seront affectés au chantier (envoies les 100 millions !). Sur ce succès rapide, l'intersyndicale propose à l'assemblée du lundi soir la reprise ! Pour-

tant rien n'a été obtenu hors le chantier Yvelines, la combativité reste énorme et l'extension sur les autres centres se dessine. L'intersyndicale argumente sur « la grande victoire » et pour les autres revendications « la nécessité de lutter tous ensemble avec les autres centres », et de ne pas « partir avant les autres, d'attendre la semaine d'action du 14 au 19 ». Les arguments sont trop faibles alors l'intersyndicale (qui conserve un crédit auprès des travailleurs car elle n'est pas opposée à la grève) emploie la manœuvre : elle refuse bureaucratiquement le vote collectif sur la reprise et organise un vote individuel sur les fiches de présence de l'administration !

Malgré cela, 110 travailleurs sur 365 se prononcent pour la continuation.

La démobilitation est enclenchée. Peu à peu la reprise a lieu.

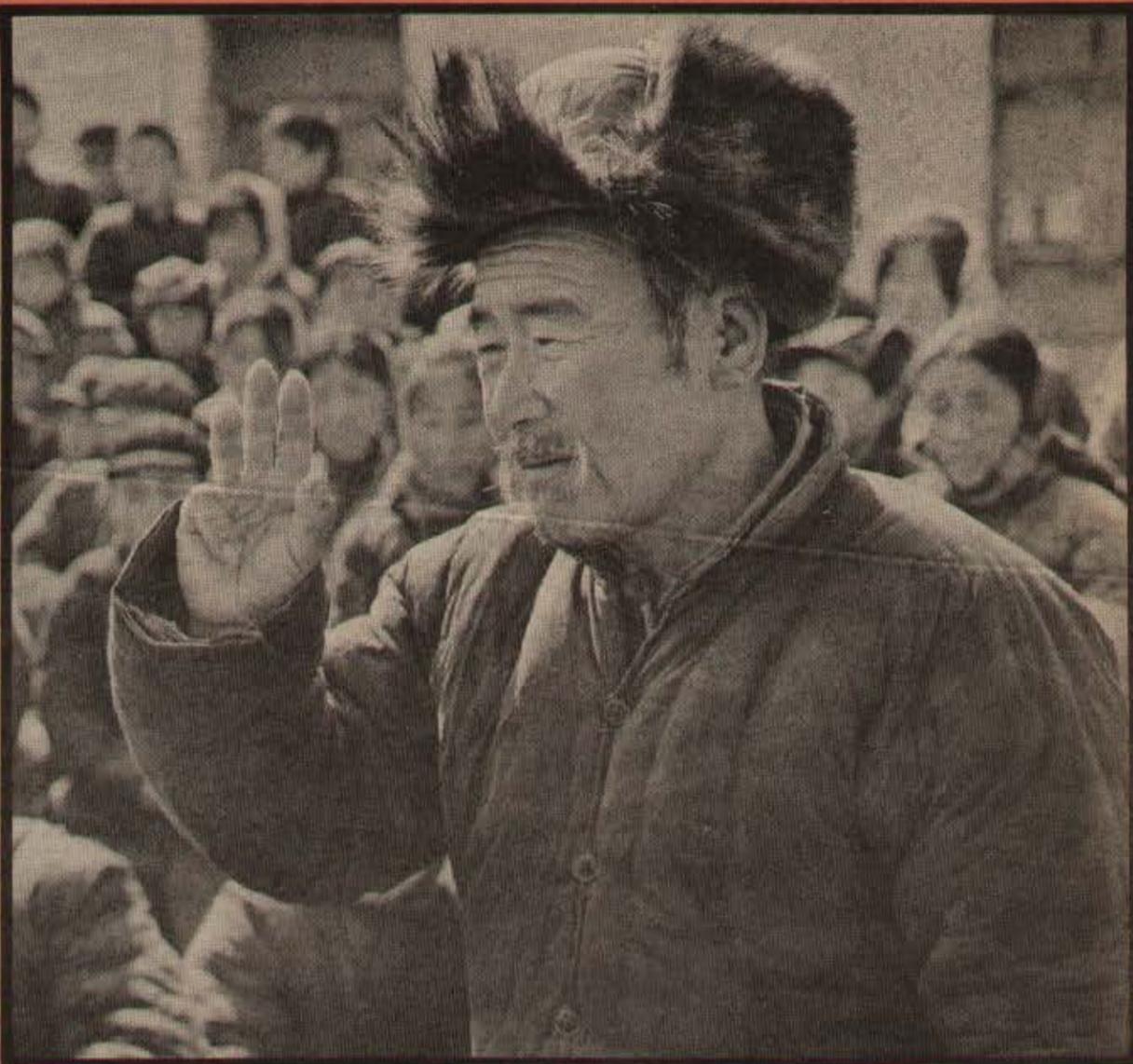
Mais les grévistes de Brune ne sont pas du tout battus. Certes, l'administration n'a pas cédé, mais son recul est significatif. La combativité n'est pas détruite. Déjà on tire

les leçons de la grève, beaucoup de grévistes discutent sur le contrôle démocratique des luttes (« la prochaine fois, on ira tous négocier avec la direction ! ») et le rôle des directions syndicales. « On remettra ça et la prochaine fois on la contrôlera notre grève ! »

Pour tout le secteur des PTT, Brune a montré la voie : celle de la lutte. La semaine d'action prévue du 14 au 19 n'a encore aucune perspective. Elle peut être à partir de l'exemple de Brune une semaine de mobilisation vers le seul objectif réaliste : la lutte jusqu'à satisfaction des revendications. Le contentieux est énorme sur les PTT. Les salaires sont toujours plus en retard sur les prix. Les effectifs manquent toujours. Le personnel auxiliaire est toujours plus nombreux et plus menacé. Les conditions de travail se détériorent toujours plus. Et l'administration ne se contente pas de refuser des négociations, elle agit, en permanence, contre les postiers.

DOSSIER CHINE

25
ANS
après
la prise
du
pouvoir...



UNE VOIE CHINOISE VERS LE SOCIALISME

La République populaire de Chine a vingt cinq ans. Le premier octobre 1949, au terme de plus de vingt années de guerre révolutionnaire, le Parti communiste chinois se trouvait à la tête d'un pays dévasté, désorganisé, ruiné, où tout était à construire. Pour faire face à ces tâches démesurées, le PCC disposait du « modèle » et de l'aide soviétiques, mais surtout de l'expérience acquise pendant la guerre et dans l'administration des zones libérées avant le triomphe de la révolution.

La construction de la société chinoise post-révolutionnaire ne se fit pas sans tâtonnements, sans remous extrêmement complexes — la Grande révolution culturelle prolétarienne étant le dernier en date. Mais si l'on « en croit les témoignages qui se multiplient aujourd'hui, il semblerait que la Chine ait trouvé une sorte d'équilibre et se soit engagée dans une voie nouvelle pour construire le socialisme, une voie qui lui permettrait d'éviter l'enlisement de la révolution russe. Il nous faut donc tenter de faire le point : que retenir des témoignages des visiteurs occidentaux de la Chine ? Qu'en est-il au juste de cette « démocratie prolétarienne » donnée pour exemplaire ? Comment cerner l'originalité de la transition chinoise au socialisme ?

« MARCHER SUR LES DEUX JAMBES

1949 - 1952 : Le gouvernement chinois, afin de ne pas s'aliéner ses « alliés », met sur pied une économie mixte, en redistribuant la terre aux paysans pauvres sans toucher à celle des paysans moyens, sans trop léser les paysans riches. Parallèlement, il étatisé

les secteurs industriels d'importance nationale, tout en respectant la propriété des « capitalistes nationaux », dans le cadre politique d'un « front uni » où il détient l'hégémonie politique.

1953 - 1957 : L'adoption d'un plan quinquennal inspiré du modèle soviétique conduit à l'étatisation quasi intégrale de l'industrie et à la collectivisation de l'agriculture. Les liens privilégiés entretenus par le PCC avec la paysannerie lui permettent d'éviter les excès de la collectivisation forcée des années 30 en URSS, bien que cette nouvelle réforme agraire ne soit pas passée sans résistance. Mais les résultats du premier plan quinquennal, pour spectaculaires qu'ils aient été, se révèlent insuffisants et la dépendance politique et économique vis-à-vis de l'URSS de plus en plus difficile à accepter par les dirigeants chinois, qui n'avaient que trop souffert — sans le reconnaître officiellement, des directives de la bureaucratie soviétique.

1958 : le grand bond en avant. Les tensions sociales, les problèmes économiques de la fin des années 50 poussèrent la fraction maoïste à rompre avec le modèle soviétique et à trouver — non sans volontarisme excessif — une voie nouvelle pour sortir du sous-développement. Le grand bond fut peut-être un échec économique, le

retrait criminel de l'aide soviétique et les calamités naturelles s'ajoutant au mépris « subjectiviste » des conditions objectives, mais on peut y voir la racine du choix d'un autre type d'économie de transition et en particulier le rejet du primat absolu de l'industrie lourde, au détriment de tout le reste.

« L'agriculture est la base et l'industrie le facteur dominant ».

Le rejet du primat de l'industrie lourde, cela signifiait d'abord le refus de considérer l'agriculture comme secondaire, la volonté d'éviter les distorsions tragiques entre les paysans et le prolétariat qu'avaient connues la révolution russe. Le lien entre l'industrie et l'agriculture, entre la ville et la campagne, semble être le centre des préoccupations des dirigeants chinois dans un pays où la population rurale domine encore de façon écrasante. Tout autant que d'un choix économique — et plus sans doute — il s'agit d'un choix politique, issu de la volonté de maîtriser autant que faire se peut l'économie de transition, d'adapter les priorités économiques aux besoins vitaux du pays et des masses. D'où est née la volonté de ne pas sacrifier — comme dans l'URSS stalinienne — la sphère des biens de consommation à celle des biens de production.

Et il semble bien que la politique économique maoïste — combiner le développement de l'industrie lourde avec celui de l'agriculture et des biens de consommation — ait réussi à tirer les Chinois de la misère sans créer des différenciations sociales aussi monstrueuses que celles que l'on constate en URSS, par le biais de choix économiques judicieux — mais aussi d'une sorte de stakhanovisme à échelle de masse sur lequel nous reviendrons.

« COMPTER SUR SES PROPRES FORCES »

Les visiteurs étrangers, s'accordent à voir dans les choix économiques chinois la preuve que les contradictions dans lesquelles se débat la bureaucratie soviétique ne sont pas inéluctables et sont stupéfaits par l'ampleur et la qualité des réalisations chinoises que ce soit au niveau de l'infrastructure, de l'industrie ou de l'agriculture.

Mais la fascination exercée par la réalité immédiate — la Chine s'est sortie seule du sous-développement, les conduit à ne pas voir qu'en matière, « l'hypothèse chinoise », fait de nécessité vertu. Le fameux mot d'ordre « compter sur ses propres forces » a conduit à des réalisations prodigieuses.

une voie chinoise vers le socialisme ? (suite)

à partir de rien, mais au prix d'un effort démesuré, d'une mobilisation constante des ouvriers et des paysans. Pour admirables qu'en soient les résultats, nous ne pouvons pas ériger en modèle la société de transition chinoise. Il s'agit plutôt — et la situation internationale, le retrait unilatéral de l'aide soviétique y sont largement pour autant que les références « théoriques » du maoïsme, d'une réinterprétation intelligente et beaucoup plus judicieuse de la fameuse thèse stalinienne de la construction du socialisme dans un seul pays. Une économie socialiste en autarcie se conçoit pas plus en Chine qu'ailleurs et n'échappera pas aux contradictions que cela implique.

PROBLEMES DE LA VIE QUOTIDIENNE

Les livres, les articles récents sur la Chine sont quasi unanimes : le peuple chinois a pris son destin en mains, et s'achemine sans craindre les difficultés les plus extrêmes vers la construction de rapports sociaux intégralement nouveaux, le développement des forces productives et la « révolutionnarisation » des rapports de production marchant de pair. D'où l'image d'une Chine où la révolution = vertu (1), abnégation, dévouement politiquement conscient aux intérêts du peuple. D'où l'image d'une Chine toute entière tendue, par le biais d'une mobilisation politique sans précédent, vers la construction d'un nouveau paradis socialiste, remplaçant le modèle perdu de l'URSS dégénérée...

LA MOITIE DU CIEL

Il faut se souvenir des esclaves domestiques aux pieds bandés de la Chine traditionnelle pour comprendre la portée de la libération des femmes en Chine. Rien de commun entre les épouses achetées, surexploitées, affamées, maltraitées de l'ancien régime et les chinoises qui participent dans l'enthousiasme à l'effort immense de transformation du pays. Si l'on se réfère à l'URSS stalinienne, il est évident que la libération des femmes n'a pas été qu'un feu de paille, vite suivi d'un retour au foyer et à la « maternité heureuse ». Le témoignage le plus intéressant à cet égard est celui de Claudie Broyelle (2), mais elle a, comme les autres succombé à la prégnance de la réalité immédiate et de l'idéologie officielle et son livre laisse nombre de questions ouvertes.

« Ce que les hommes ont fait, les femmes aussi en sont capables ». « a dit le président Mao. La distribution de la terre aux femmes comme aux hommes lors de la première révolution agraire, l'interdiction des mariages arrangés, mais surtout la participation intensive des femmes à la production, ont puissamment contrecarré le passif d'une idéologie millénaire et constitué la base de leur émancipation. La nécessité d'employer au maximum la main d'œuvre disponible pour pallier la misère matérielle et technique et sortir du sous-développement sont certainement pour autant dans cette libération que la seule volonté politique de la fraction maoïste (ce que les livres sur la Chine oublient généralement). L'effort demandé aux femmes n'est peut-être pas allé sans résistance (il semble léger d'imputer seulement aux intentions « contre-révolutionnaires » d'un Liu-Shao-Shi la tendance au « retour au foyer » qui aurait précédé la révolution culturelle et que toutes les interviewées dénoncent véhémentement). Il n'en demeure pas moins que les femmes chinoises ont été arrachées au cadre étiqué de leur foyer et participent à pari entière — dans les limites de l'initiative laissée aux masses — à la construction de la société.

Les exemples innombrables « d'usines de ménagères » dans les rues ou les quartiers, où les femmes ont fait la preuve de leurs capacités créatrices pour ne pas parler des femmes héroïques de Taching, qui ont transformé une prairie inculte en région agricole florissante, à partir de rien, sont à ce titre extrêmement révélateurs. On nous assure que si, en Chine comme ailleurs, les femmes sont de moins en moins nombreuses au fur et à mesure que l'on grimpe dans les organismes de direction, c'est pour des raisons objectives et transitoires. Peut-être faut-il y voir autre chose (en particulier, tenir compte de la nécessité économique de l'émancipation des femmes plus que de l'idéologie maoïste sur ce point), mais à la base, les femmes portent effectivement la moitié du ciel sur les épaules et au niveau des unités de production, leurs problèmes sont désormais ceux de l'ensemble de la classe ouvrière et de la paysannerie.

UNE FAMILLE OUVERTE ?

La participation intensive des femmes à la production et à la vie politique du pays ont provoqué une certaine socialisation des tâches domestiques (cantines, logements semi-collectifs...) et de la fonction maternelle. Les crèches sur le lieu de travail, par exemple, ont le double avantage de ne pas couper totalement les enfants de leurs mères dans la journée, au contraire des « crèches consignées » de chez nous* et de ne pas les enfermer dans une monde clos, le monde mythique de l'enfance capitaliste. Dès lors, la famille chinoise ne ressemble sans doute guère à la famille de la société capitaliste, mais elle demeure apparemment plus solide que jamais. Et si sa fonction économique (travaux domestiques, prise en charge des enfants...) est plus réduite que chez nous, si elle est plus ouverte au monde extérieur, constitue-t-elle véritablement une « nouvelle cellule de base » ? Le divorce est rare, les relations extra ou pré-conjugales fort mal vues. Le mariage tardif comme frein à la natalité — bien que la contraception et l'avortement soient libres —, le « puritanisme » exacerbé qui ressort des témoignages nous semblent difficiles à motiver d'une manière acceptable. Ce moralisme, cette « vertu » intransigeante, qui se concrétisent dans le maintien de l'institution familiale ont sans doute des motivations politiques qui ont « échappé » à nos apologistes et que l'on peut résumer pour l'essentiel dans le maintien de la fonction de transmission idéologique de la structure familiale.

LA REPRESSION DE LA SEXUALITE

A en croire Claudie Broyelle, que la morale sexuelle chinoise gêne tout de même un peu, il faudrait voir dans ce puritanisme une expression de la libération des femmes. En se mariant plus tard, elles seraient moins aisément victimes de la domination des hommes, ayant eu le temps de militer, de travailler et d'acquiescer ainsi une conscience politique suffisante. L'argument semble curieux : il semblerait plutôt que la « nouvelle culture sexuelle » de la Chine soit fondée sur des réalités plus prosaïques : freiner une démographie galopante, mais surtout, en vertu d'une conception fort archaïque de la sexualité, de ne pas gaspiller dans les relations sexuelles libres, une énergie plus utile ailleurs et ne pas « favoriser » un retour à l'individualisme bourgeois. L'abstinence sexuelle jusqu'à 25 ans s'intégrerait plutôt dans le conditionnement idéologique permanent qui motive les efforts



démésurés demandés au « peuple » pour accomplir un bond en avant par-dessus les conditions objectives. Il nous semble donc douteux de voir dans le mariage tardif et l'interdiction des relations sexuelles pré nuptiales « une mesure révolutionnaire de grande importance ». A moins de reconnaître que le mariage demeure une institution oppressive, ce que C. Broyelle nie concernant la Chine.

UNE AUTRE QUALITE DE LA VIE (3)

Il est des domaines où les expériences chinoises sont d'un grand intérêt, en regard de la gabegie capitaliste. Nous en prendrons, deux, des plus significatives :

« S'inspirer de Taching ».

Taching : un gisement de pétrole, découvert contre les « prédictions » des experts étrangers dans une plaine inculte. Au terme d'un travail démentiel, à partir de rien, les Chinois en ont fait une région riche, qui combine l'industrie et l'agriculture, sans pollution, sans villes géantes artificielles. Taching, c'est le symbole de la fusion de la ville et de la campagne, des petites villes et des villages disséminés parmi les cultures, où les champs de blé se faufilent entre les puits où comme on l'explique à Burchett, on construit un nouveau modèle d'entreprise : il fallait intégrer industrie et agriculture, production et administration locale, et faire de cet ensemble une coopérative de production autonome, avec son réseau de distribution et son système d'éducation, éviter la concentration de l'habitat en distribuant les logements autour des sites de forages, développer l'autonomie dans l'industrie, l'agriculture, la constitution des stocks* l'élevage du poisson... Les familles des ouvriers seraient affectées à l'agriculture et produiraient au lieu de consommer. C'est de ce que nous avons fait et aujourd'hui les gens disent que la ville ressemble à la campagne et la campagne à la ville.

Si l'on compare Taching aux gisements de pétrole ailleurs dans le monde, l'intérêt est évident : les nécessités économiques (S'approvisionner sur place), sociales (éviter

l'exode rural), stratégiques (ne pas construire en cas de guerre des zones industrielles gigantesques aisément anéanties et paralysant l'économie du pays), ont conduit les Chinois — même si toute la Chine n'est pas conforme au modèle de Taching — à inventer un nouveau type d'industrialisation et d'urbanisation qui la situe bien au-delà des problèmes de tous ordres que posent les mégapoles capitalistes.

LES MEDECINS AUX PIEDS NUS

Si l'on s'en réfère à la médecine capitaliste, la médecine chinoise présente un avantage évident : il s'agit d'une médecine de masse, d'une médecine qui n'est pas réservée à l'élite ou aux citadins et l'on conçoit l'admiration (voire la stupéfaction) des occidentaux. Les dirigeants chinois, compte-tenu de l'état du pays ont eu fort à faire sur le plan de la santé au lendemain de la révolution : ils ont opté pour la formation élémentaire de « médecins aux pieds nus » sillonnant les campagnes, qui ont porté jusque dans les zones les plus reculées la lutte contre les épidémies qui ont longtemps ravagé la population chinoise et dont ils semblent être venus à bout, en combattant le mal à la racine. Cette révolution dans la médecine a doté le moindre village de l'infrastructure sanitaire minimale de même qu'elle a bouleversé les rapports entre le malade et le médecin (qui n'a plus de statut d'autorité que donne un langage hermétique, un statut social privilégié, etc.). Il ne semble pas excessif de dire que, sur ce terrain également, en faisant de nécessité vertu, les Chinois ont mis sur pied une médecine nouvelle, sans que cela se traduise par un « nivellement par le bas » : ainsi, l'acupuncture, les greffes courantes de membres sectionnés (rarissimes chez nous) suffiraient à l'attester. Pour ne rien dire de l'importance accordée à la communication entre le malade et le médecin. La conception nouvelle de la médecine a débouché sur une conception nouvelle de la maladie, que l'on combat autant par les armes psychologiques que strictement médicales.

Nous avons choisi ces deux exem-



pas... nes... ment du... au... un... ur... des... ent...
 pas parce qu'ils nous semblent indiquer assez clairement comment les Chinois, à cause des nécessités objectives auxquelles ils étaient confrontés (et pas seulement par la puissance magique des bonnes intentions du président Mao), ont réinventé un cadre de vie et des services qui leur ont permis de dépasser nombre de contradictions dans lesquelles les sociétés capitalistes et les États ouvriers dégénérés s'enferment. La fraction maoïste n'a pas repensé l'urbanisme et la médecine par un dévouement au peuple, il n'en demeure pas moins qu'elle témoigne d'un stuc des masses qui l'éloigne beaucoup de la bureaucratie stalinienne.

SERVIR LE PEUPLE

Il ressort de la lecture des livres récents sur la Chine une impression de tension constante, d'efforts à la limite de l'humain consenti dans la bonne humeur et politiquement motivé de façon permanente. L'atténuation de la distinction entre travail manuel et intellectuel, la « passion politique » des masses, la lutte contre la bureaucratie aurait permis aux Chinois d'accéder au travail désaliéné, au travail libérateur. Or, ce qui frappe, c'est plutôt le développement d'une sorte de stakhanovisme à échelle de masse, fondé sur des stimulants « moraux » (servir le peuple), une sorte de conditionnement idéologique de tous les

instants, dans les moyens de transports, les rues, les usines, les communes... Ce phénomène, qui plonge les occidentaux dans l'admiration, pose habituellement de même quelques problèmes...

L'initiative des masses, jusqu'où ? « Les masses doivent se libérer elles-mêmes », disait-on pendant la révolution culturelle. Ce sont elles qui tranchent en dernière analyse, puisque d'elles viennent les idées justes. Elles ont toute latitude de développer leur initiative créatrice, d'innover, d'améliorer les techniques par exemple, tout en mettant leur point d'honneur à ne rien demander à l'État et à accroître les forces productives tout en transformant les rapports de production. L'exemple de l'héroïque brigade de Tachai, parvenue à force de volonté et de fidélité à la pensée de Mao à faire fi des calamités naturelles est sans aucun doute révélatrice. Cette ardeur au travail, cet enthousiasme mille fois décrits, la tension constante qu'ils impliquent, ne peuvent se concevoir qu'en référence au statut des paysans et des ouvriers de la Chine pré-révolutionnaire, surexploités et abrutis de misère. (4) Dès lors, le mot d'ordre « servir le peuple » prend toute sa signification, sa résonance profonde pour les masses chinoises.

Par ailleurs, il est certain que la planification chinoise est beaucoup plus souple et décentralisée que la planification soviétique, qu'elle laisse



une certaine autonomie aux régions, aux communes, qu'elle autorise, au niveau des unités de production, une certaine initiative des masses — surtout pour découvrir les moyens de surpasser les exigences du plan. Il est possible que la planification se fasse de manière plus « démocratique », par le biais de consultations à tous les niveaux à partir d'un cadre général. On ne saurait exiger un tel effort des masses sans quelque contrepartie. Mais voilà : jusqu'où va la participation des travailleurs à l'élaboration des grandes orientations économiques du pays ? L'omniprésence du parti ne vient-elle pas gâcher quelque peu cette apparence d'autogestion ? Où sont les structures de masse qui seules permettraient une véritable démocratie prolétarienne ? Nous y reviendrons ultérieurement. La fin de la révolution culturelle laisse sceptique sur la réalité d'une dictature du prolétariat, authentique si l'on veut.

Dès lors, le statut du travail en Chine est assez contradictoire : il contribue certes autant au développement du pays qu'à la satisfaction des besoins vitaux des masses, les stimulants matériels (privilèges, éventail des salaires semblent des plus réduits, une sorte d'égalitarisme semble prévaloir). Mais la variante chinoise du stakhanovisme, ce n'est pas encore, à notre avis, le travail libérateur. Les grèves ouvrières pendant la révolution culturelle n'étaient probablement pas dirigées seulement contre la « clique » du « traître Liu-Shao-Shi » et l'on est fondé à se demander si les rythmes excessifs exigés des travailleurs — la propagande politique aidant — ne vont pas finir par poser des problèmes, même s'ils ne s'accompagnent pas des aberrations de l'URSS de l'industrialisation forcée. Les sacrifices demandés aux masses — même si en retour elles sont décemment logées, vêtues et nourries — seront-ils toujours consentis en échange d'une participation à l'élaboration de la politique gouvernementale qui n'est, sur les points importants, que toute formelle ?

LA CHINE, MODELE DE DEMOCRATIE PROLETARIENNE ?

Tous les problèmes évoqués précédemment convergent vers un point : qu'est-ce au juste que cette démocratie prolétarienne chinoise, tant vantée, tant louée. K.S. Karol, un des auteurs les plus honnêtes qui ait écrit sur la Chine, nous avoue que « au moment de mon voyage (en 1971 au lendemain de la révolution culturelle), j'avais simplement le sentiment de me trouver devant une Chine à deux étages : un premier à la base, qu'on m'invitait généreusement à visiter... et qui m'offrait des surprises, en gros, positives ; et un second, au sommet, d'où nous parvenait des bruits de batailles insolites, difficiles à interpréter, mais auquel nous n'étions pas censés nous intéresser ». (5)

Il semblerait bien, hélas, que ce statut ne soit pas seulement réservé aux étrangers : cela semble bien être le cas des travailleurs chinois : une certaine démocratie à la base, le règne de la bureaucratie au sommet.

LES APPAREILS DU POUVOIR

L'impression dominante, c'est que le parti est partout : profondément désorganisé pendant la révolution culturelle, il occupe à nouveau le devant de la scène, dirigeant et non plus cible de la révolution. Pour ne prendre que quelques exemples : les élections de comités révolutionnaires dans les usines « à la mode de la Commune de Paris »

n'ont eu aucune réalité. C'était gauchiste. On a fini par les constituer souvent d'en haut, sur la base d'un compromis entre les différentes tendances et la médiation de l'armée. Ils ont été cantonnés à des tâches gestionnaires sous la direction du comité de parti, le président de l'un étant le secrétaire de l'autre... et ils disparaissent au profit des syndicats restaurés, clairement définis comme des courroies de transmission de la volonté du parti. « Selon ce qu'en disent Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao, le syndicat doit remplir une triple fonction : être une école de communisme, un pilier de la dictature du prolétariat, une courroie de transmission entre le parti et les masses ». (6) C'est en dernier lieu qu'il défend les intérêts des travailleurs. Ce sont ces structures qui permettent d'avoir des doutes sur le caractère réellement démocratique de la planification, d'ailleurs, Burchett qui a recueilli les propos précédents, affirme que « le choix de la production vient d'en haut, mais ce sont les travailleurs des différentes usines qui décident comment ils assureront cette production et en quelle quantité ».

LA CULTURE PROLETARIENNE

L'omniprésence du parti et de la pensée de Mao s'accompagne d'une misère culturelle qui ne semble pas avoir choqué nos apologistes, staliniens plus ou moins bien repentis pour la plupart. Mais comment admettre que les travailleurs ne disposent que de 4 ou 5 pièces de théâtre, éternellement jouées, filmées, instruments de conditionnement plus que de « culture ». Les facultés créatrices du « peuple » semblent toutes entières canalisées au niveau de l'amélioration de la production et l'on se demande quand les Chinois prennent le temps de se distraire, parce qu'après tout, l'homme ne vit pas que de politique... même si le travail « non aliéné » (l'est-il vraiment ?) n'implique pas de « loisirs » de type capitaliste. Nous ne voyons pas à quel titre le « réalisme socialiste » peut constituer la seule « culture prolétarienne » possible. A ce titre, il ne nous semble pas spécialement « petit-bourgeois » de condamner la forme donnée à la prise de conscience politique des masses et qui consiste plus — que l'on nous pardonne l'expression — en un conditionnement aliénant à sa manière qu'à une réelle libération de la faculté de réflexion critique des masses. Certes, les excès du culte de Mao se sont atténués après la révolution culturelle. Il n'en demeure pas moins que le petit livre rouge, la lecture de quelques classiques (et pas parmi des meilleurs, même quand il s'agit de Lénine) et les pièces de théâtre qui ont échappé à la censure ne sauraient tenir lieu de structures réelles de discussion et d'élaboration politique, de culture au sens large des masses. Cette forme de « politisation » par son intensité même, tend à la négation de la démocratie prolétarienne plus qu'elle ne la sert. Les masses ne pensent juste, en fin de compte que lorsqu'elles s'expriment en stéréotypes — ainsi la condamnation lapidaire de Liu Shao Shi, subitement chargé de tous les crimes sans que cela semble gêner personne qu'un tel traître, renégat, etc. ait pu être si longtemps au pouvoir — et que dire de Lin Biao ! Il nous faut dire deux mots au passage des journaux muraux, forme d'expression à la fois politique et « artistique » qui ont fait se pâmer nos voyageurs en mal de paradis socialiste. Ils ont sans doute exprimé, pendant la révolution culturelle, la profondeur du sentiment anti-bureaucratique des masses, mais les « cibles » données étaient si floues, les informations si vagues (6), qu'ils ont plus servi



une voie chinoise vers le socialisme ? (fin)

d'exutoires au mécontentement des masses, que de moyen réel de se faire entendre. La démocratie directe n'est pas forcément la plus démocratique...

LE PARTI COMMUNISTE FORCE MOTRICE ET CIBLE

Nous n'avons pas la place ici de tirer un bilan de la révolution culturelle. Nous nous demandons seulement si elle fut, comme le prétendent les maosistes, un modèle de démocratie prolétarienne. « Feu sur le quartier général » « on a toujours raison de se révolter »... Aux masses de trancher entre les deux lignes qui déchiraient le Parti. Certes, il ne serait jamais venu à l'esprit d'un Staline de faire appel aux masses, il était plus expéditif de déporter en masse les opposants. Et si Mao a pris ce risque (ce n'était pas la première fois, mais à grande échelle), c'est — parmi d'autres raisons, plus importantes sans doute) parce que le rapport de la fraction maoïste aux masses est qualitativement différent du stalinisme. Ceci dit, il semble bien, si l'on en juge par ses résultats et en dépit d'une dynamique qui a failli parfois outrepasser grandement les objectifs fixés, que la révolution culturelle a été plus « dirigée par en haut » que « conduite par en bas ». Ainsi, K.S. Karol insiste sur le manque d'information des gardes rouges, renvoyés à l'école ou à la production dès qu'ils voulurent aller trop loin et en particulier toucher au domaine réservé de la politique étrangère... Ainsi, le culte outrancier de Mao n'est-il sans doute pas le produit de l'esprit machiavélique de Lin Piao, comme on veut le faire croire aujourd'hui, mais il avait un objectif bien précis de limitation de la critique des masses par conditionnement idéologique intensif... pour ne pas parler des cadres réhabilités sans explication (comme Teng Tsiao Ping, le second Khroutkhev chinois), alors que peu, sinon aucun, des gardes rouges ne sont sortis du rang ; pour ne pas parler de l'impossibilité où furent les opposants de se défendre, de la réécriture scandaleuse de leur histoire (Lin Piao, ex-successeur de Mao comme agent du

Kuomintang...) et qui relèvent des plus pures méthodes stalinienne.

Que la révolution culturelle ait eu une portée anti-bureaucratique ne se nie pas (et cet objectif a sans doute été atteint bien au-delà de la volonté de la fraction maoïste) et les cadres ne peuvent peut-être plus se comporter comme avant (ceux qui sont directement en contact avec les masses en tout cas). Mais pour ce qui nous intéresse ici, il faut noter deux points :

D'une part, les dés étaient pipés, les masses n'étant pas en mesure de réellement faire le partage entre les « deux lignes » (la ligne noire n'étant connue que par le biais des caricatures grotesques offertes par la fraction maoïste) et elles s'en sont pris indistinctement à tous les bureaucrates (ce n'est pas pour rien que Mao n'a cessé de répéter que 95 % des cadres étaient bons ou relativement bons). Voie dont on les a détournés aussi rapidement que possible et non sans mal à ce qu'il semble. La façon dont les « élections » à la mode de Paris ont tourné court est symptomatique à cet égard. D'autre part, si l'on se situe cette fois du point de vue du parti, l'appel aux masses pour trancher de différents internes n'est pas, loin de là, la manière la plus « démocratique » de trancher un débat. Compté tenu du type d'information donné, cela tient plus de la manipulation que d'autre chose. Même s'il ne convient pas de réduire la révolution culturelle à la lutte de deux fractions pour le pouvoir, il est évident que le mécontentement anti-bureaucratique des masses a été canalisé sur Liu alors qu'il était beaucoup plus global. La tactique du bouc émissaire a porté ses fruits sous d'autres cieux...

Dès lors, le caractère extraordinairement complexe et contradictoire de la révolution culturelle s'explique par le fossé existant entre la volonté anti-bureaucratique des travailleurs et les structures démocratiques plus ou moins formelles qu'on leur offrit pour l'exprimer. Même si la bureaucratie est sortie de l'épreuve affaiblie, elle n'a pas été « détruite », comme on le laisse entendre, l'ambiguïté des appels de Mao à de nouvelles révolutions culturelles l'atteste.

TENTER DE CERNER LA NATURE DE LA BUREAUCRATIE CHINOISE

Le rapport du parti aux masses est

donc beaucoup moins limpide que les maosistes ne le laissent entendre. L'amalgame entre l'appareil du parti et l'appareil d'Etat ajoute à la confusion et serait à lui seul générateur de bureaucratie : les masses sont exclues de l'élaboration des grandes options de la politique extérieure, elles ne participent que fort indirectement au choix de politique intérieure et l'on peut se demander comment les Chinois ont pris l'affaire Lin Piao. La Chine à deux étages semble bien jouer à plein, faute de structures de pouvoir adéquates au sein desquelles, le Parti aurait à jouer certes un rôle d'avant-garde, mais pas par le biais d'une fausse démocratie type structures courroies de transmission. Par ailleurs, les militants de base du parti, quelles que soient les garanties formelles des statuts, semblent le plus souvent mis devant le fait accompli, quand ils ne sont pas « court-circuités » par l'appel direct de Mao aux masses, processus pour le moins ambigu.

Comment qualifier pour finir la bureaucratie chinoise ? La référence au stalinisme ne sert que partiellement. En fait, le mode de domination de la bureaucratie chinoise semble assez particulier. Certes, on retrouve en Chine les raisons objectives de l'émergence d'une bureaucratie au sein de l'appareil d'Etat, des unités de production, du parti, etc. : l'arriération, l'isolement, l'inculture totale et la misère des masses au départ ont joué le même rôle en Chine qu'en URSS, pour ne pas parler des séquelles idéologiques et autres du régime précédent, trop souvent seules avancées. De même, les cadres et militants du Parti se voyaient dotés d'un statut spécial qui les « élevait » au-dessus des masses, processus accentué par la fusion de l'appareil du parti et de l'appareil d'Etat. Cependant, la bureaucratie chinoise ne semble pas coupée des masses et parasitaire au même titre que la bureaucratie stalinienne : les privilèges matériels des « cadres » semblent minimes, par rapport à l'URSS. Les « cadres de base » sont tenus de participer à la production, les autres de s'y retremper périodiquement. Si l'on veut, la domination bureaucratique ne s'accompagne pas — surtout au lendemain de la révolution culturelle, d'un parasitisme économique aussi flagrant qu'en URSS et elle a exproprié le pouvoir politique du prolétariat d'une manière beaucoup plus subtile en lui laissant une certaine marge d'autonomie — si étroitement contrôlée

fut-elle — et surtout, en déterminant des objectifs intérieurs plus judicieux (il est entendu que la politique étrangère ne concerne le « peuple » que de fort loin). Ainsi, la politique de la fraction maoïste nous semble-t-elle très contradictoire, son accent anti-bureaucratique n'est certes pour une grande part que formel (ne serait-ce que dans la façon de concevoir le phénomène bureaucratique comme un processus idéologique), mais il existe et il témoigne d'une certaine attention aux besoins des masses qui ne peut être ramené à la seule volonté de se maintenir au pouvoir en concédant quelques réformes.

Il faut sans doute garder à l'esprit, pour comprendre la nature de la domination bureaucratique chinoise, l'histoire de la fraction maoïste, les enseignements de vingt années et plus de lutte armée, impliquant des liens privilégiés avec la population, paysanne pour l'essentiel. Seul ce type particulier de rapport de la fraction maoïste aux masses permet de comprendre comment tous les visiteurs étrangers se sont laissés fasciner par la Chine, ne disposant pas des catégories politiques nécessaires pour comprendre la réalité immédiate n'était pas tout, et tenter d'entrevoir ce qui se cache au deuxième étage.

D.A.

FIN

notes

- (1) Cf. les articles de Houdart dans « Le Monde » à propos du 25^e anniversaire de la R.P. de Chine.
- (2) C. Broyelle : « La moitié du Ciel », ouvrage très intéressant, en dépit d'un parti pris non critique qui tente de tout justifier.
- (3) Titre du livre de Wilfrid Burchett, Maspéro, intéressant sur le plan descriptif, mais parfaitement bête devant la Chine.
- (4) A ce propos, la lecture du livre de Hinton, « Funshen » (terre humaine), qui relate la réforme agraire dans un village des zones libérées avant la révolution est tout à fait passionnant. Sur Tachai, voir Karol (la 2^e Révolution chinoise) et Burchett (Chine, une autre qualité de la vie).
- (5) La 2^e Révolution chinoise (Laffont), l'ouvrage le plus intéressant, parce qu'honnête et intelligent, qui ait été écrit sur la Chine d'après la Révolution culturelle.
- (6) Cité par Burchett dans « La Chine, une autre qualité de la vie ».
- (7) Ainsi que le rapporte Karol à propos des gardes rouges dans son livre sur la 2^e révolution chinoise.

la Roche-sur-Yon : grève à la COOP

Face à la hausse des prix BEEFSTEACK - SOLIDARITE !

Les employés de la COOP sont en grève depuis le 13 septembre. Elles et ils ont décidé de rouvrir la cafétéria du magasin et de la faire marcher pour leur propre compte. Les paysans-travailleurs en pleine bataille contre les exploiters qui s'approprient les fruits du travail des paysans sont venus faire connaître leur lutte et... remplir les assiettes.

Rond-point Coop : l'hyper-marché de la ville. Ouvert depuis deux ans, ce magasin emploie 100 personnes qui travaillent dans les conditions les plus pénibles : toute la journée à la lumière artificielle, au milieu d'une musique abrutissante, avec des horaires d'embauche en dent de scie. A l'approvisionnement, à l'étiquetage, pendant les nocturnes, le travail est à la limite du supportable. Tout cela pour un salaire de 1100 F par mois !

La grève est partie sur quatre revendications essentielles :

- 1500 F minimum
- 50 F de prime de transport, vu l'éloignement du magasin
- versement intégral des salaires en cas de maladie
- refus de financer le Comité d'entreprise en effectuant 1/2 de plus par mois, sans que celle-ci ne soit payée.

AUX QUATRE COINS DE LA VILLE

Trois semaines d'une lutte menée tambour battant : le magasin est occupé. Aux quatre coins de la ville, des meetings, des manifestations de solidarité se multiplient. Collectes dans les entreprises, prises de position des petits actionnaires de la COOP. Un train est bloqué 18 minutes en gare de La Roche. La circulation est coupée pendant une heure sur la Route Nationale en face du magasin. La grève ne passe pas inaperçue !

La direction refuse d'abord de négocier. Histoire de les motiver quelque peu, on retient un soir dans leur bureau Papot, le directeur, et quelques cadres du magasin... Puis c'est Veverka, le PDG de tous les magasins COOP de France descendu spécialement de Paris, qui refuse à son tour de négocier en se retranchant derrière une réunion paritaire prévue...

Devant ce mur, il faut donc maintenant passer une vitesse supérieure.

UN REPAS « AUTOGERE » ET SUBSTANCIEL

Comment s'inspirer des leçons de Lip et de Cerisay, comment mettre l'outil de travail au service de la lutte quand on occupe un grand magasin ? L'idée est lancée : on rouvrira la cafétéria pour notre propre compte. Les grévistes constituent des

équipes roulantes pour préparer les repas, faire la cuisine, s'occuper du service des clients, de la plonge, du nettoyage.

Mercredi, dès le matin, des équipes partent en ville acheter de la nourriture. Il a fallu retrouver des bouteilles de gaz, car dans la nuit la direction — qui avait dû avoir vent de la chose — avait fait couper le gaz de ville.

A midi, les premiers clients de ce repas de solidarité arrivent. Deux grévistes, à l'entrée de la cafétéria, expliquent le sens de cette action. Pour 8 F, on peut manger des œufs durs mayonnaise, un steak frites-salade et un fruit... au son des chants de la Commune qui sont passés à la sono. L'ambiance est chaude. Ce sont finalement plus de 130 repas qui sont servis à des sympathisants, mais aussi à des clients qui ne savaient pas que le magasin était en grève. Beaucoup donnent plus que le prix minimum à titre de solidarité !

QUAND LES PAYSANS-TRAVAILLEURS DISTRIBUENT DE LA VIANDE

Le hasard fait bien les choses. Protester contre les importations de viande américaine qui permettent aux firmes de transformation, aux abatteurs, aux salaisonniers de se faire de petites fortunes, en voici l'occasion : les paysans travailleurs passent à l'action directe. Sur une route de Vendée, une centaine d'entre eux interceptent 3 camions de transport de viande, le mardi, entre 8 h 30 et 9 h. Deux d'entre eux sont pleins. Ils ne le resteront pas

longtemps... Dans l'un, les paysans travailleurs prélèvent une tonne de viande et vont la distribuer dans les quartiers populaires de Rézé, de la Roche-sur-Yon et à la sortie de l'usine Bonnet, à St Philibert-de-Bouaine. Dans l'autre, ils prélèvent 3 carcasses et les découpent. Ils se rendent ensuite au magasin COOP, distribuent des tracts expliquant leur action et alimentent en viande les réserves du « restaurant autogéré ».

ETENDRE LA LUTTE RENFORCER LA POPULARISATION

La Vendée vit là une expérience étonnante qui ne manquera pas de laisser des traces dans la conscience des travailleurs. Le préfet le sait bien et il incline vivement

Solidarité financière

C.C.P. 563.32 Nantes
mention : « solidarité COOP »
Pour textes de soutien : CFDT
26 rue Haxo, 85000 La Roche-sur-Yon



pour une intervention policière. Mais les élus Républicains Indépendants craignent pour leur place, s'ils matraquent une lutte dont la popularité est déjà si étendue.

Les grévistes de COOP ont marqué des points, mais le conflit est resté limité jusqu'ici à La Roche, où c'est une section CFDT qui appuie la lutte. Dans les autres centres de la région où la CGT est majoritaire, ses dirigeants n'ont rien fait jusqu'ici pour étendre la lutte, ce qui serait une perspective décisive à l'étape actuelle du conflit. Il est vrai qu'on ne peut pas tout faire à la fois : les ronds de jambe aux gaullistes et l'extension des luttes ouvrières.

La solidarité doit, elle aussi, être renforcée, en particulier sur les entreprises de la région. Avec les forces dont ils disposent, les révolutionnaires s'emploient à populariser cette lutte au maximum, le PGF se contentant pour l'instant de déclarations du bout des lèvres.

Le combat continue. Les grévistes sont décidés à faire marcher la cafétéria jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

Le 6 octobre
Correspondant

CHANSON DE GREVE
(Le directeur financier des COOP s'appelle Noël)

Petit papa Noël
Quand tu descendras du Siègle
Avec tes sous-sous par milliers
N'oublie pas les p'tits employés

Mais avant de partir
Il faudra bien te garnir
A la Roche tu pourrais souffrir
Nous t'laisserons pas le temps de rire



Notre action veut dénoncer les profiteurs en reprenant une toute petite partie de ce qui nous est volé à chaque fois que nous vendons une bête. Pour nous agriculteurs, surtout depuis bientôt deux ans, c'est un véritable pillage des fruits de notre travail qui est organisé :

Il y a dix ans, on nous disait :
« Changez vos méthodes de travail »
« Investissez, adoptez de nouvelles techniques »
« Mécanisez-vous... »
VOUS PRODUIREZ PLUS ET VOUS VIVREZ MIEUX !...

AUJOURD'HUI :
Effectivement nous produisons plus, mais nous travaillons toujours autant et notre revenu baisse.

LE BILAN EST LOURD

Nos charges augmentent de façon considérable :
Pour payer... Il fallait...

Un tracteur	en 1972	2900 Kg de viande
	en 1974	4530 Kg de viande
100Kg d'engrais azotés	en 1972	8 Kg de porc
	en 1974	13 Kg de porc
1 tonne 1/2 d'engrais 25/25	en 1972	1 veau
1 tonne du même	en 1974	2 veaux

NOS PRIX STAGNENT OU BAISSENT

Le litre de lait qu'on nous paie 65 ct (59 ct en 1972) vous est revendu 1,30F
Le Kg de viande de bœuf qu'on nous paie 9F le kg (10 fin 1972) vous est vendu 25F.
QUI EMPOCHE LA DIFFERENCE ? QUI PROFITE SUR NOTRE DOS ?

— Les firmes de transformation :
SALOMON, actionnaire de la SCV-SOCOPA, possède des milliers d'hectares en Amérique du Sud.

FLEURY-MICHON — 1000 ha et un château en Charentes — déclare par la bouche de son directeur que 1974 est une excellente année pour les actionnaires.

— Les Mandataires, abatteurs et salaisonniers, qui ont empêché plus de 20 milliards de profits en 3 mois, rien que sur le porc (voir le journal « Vent d'Ouest » n° 54-BP 3315-44033 Nantes Cedex)

— Les Fabricants d'engrais, de matériel, de produits vétérinaires (parfois le coût du produit représente à peine 20 % du prix de vente !)

— Les centrales d'achat, et les grandes surfaces, qui imposent la rationalisation du mode de distribution, qui paient les produits plusieurs semaines après réception, et qui imposent des salaires de misère à leurs employés, comme c'est notamment le cas à COOP, à la Roche sur Yon.

— Le Crédit Agricole, une banque comme toutes les autres banques qui impose toutes ses normes de rentabilité, pousse à investir, sans se soucier de la situation désastreuse dans laquelle il met de plus en plus de paysans.

Ce sont tous « ces gens-là » qui s'approprient le fruit de travail des agriculteurs, auquel il faut ajouter aussi le fruit du travail des ouvriers.

Tout le monde peut comparer l'évolution de la situation de 2 jeunes installés depuis 10 ans.

L'un agriculteur...
Travaille pour rembourser le Crédit agricole.

L'autre vétérinaire...
Restaure son bateau ou sa résidence secondaire.

LA JUSTICE PAS LA CHARITE !

Nous ne voulons pas de ces sumônes qui n'ont pour objet que de nous faire taire et permettre aux profiteurs de continuer à s'engraisser : il nous est versé 1,5 milliard d'aide (primes), alors que, selon les estimations officielles, le revenu agricole de 1974 a baissé de 7 milliards.

CE QUE NOUS VOULONS

— Une rémunération correcte de notre travail en fonction d'un certain volume de production. C'est possible sans augmentation à la consommation si nous faisons suffisamment pression sur tous les profiteurs.

— Nous l'exigeons de ceux qui achètent nos produits ; de même que nous nous opposons aux paysans capitalistes qui accaparent les terres et les productions, souvent grâce au travail de leurs salariés agricoles.

Et nous ne nous faisons aucune illusion sur les pitreries de Bruxelles : les décisions prises ne correspondent en rien à nos besoins, et d'ailleurs comme par le passé, les augmentations au pourcentage ont plus de chance de s'arrêter ; dans la poche des firmes que d'arriver aux producteurs.

LE POUVOIR CAPITALISTE ENGENDRE L'INFLATION ET LA LAISSE S'AMPLIFIER POUR RECUPERER PLUS FACILEMENT LE FRUIT DE NOTRE TRAVAIL.

CONSEQUENCE : LES FAIBLES REVENUS TRINQUENT

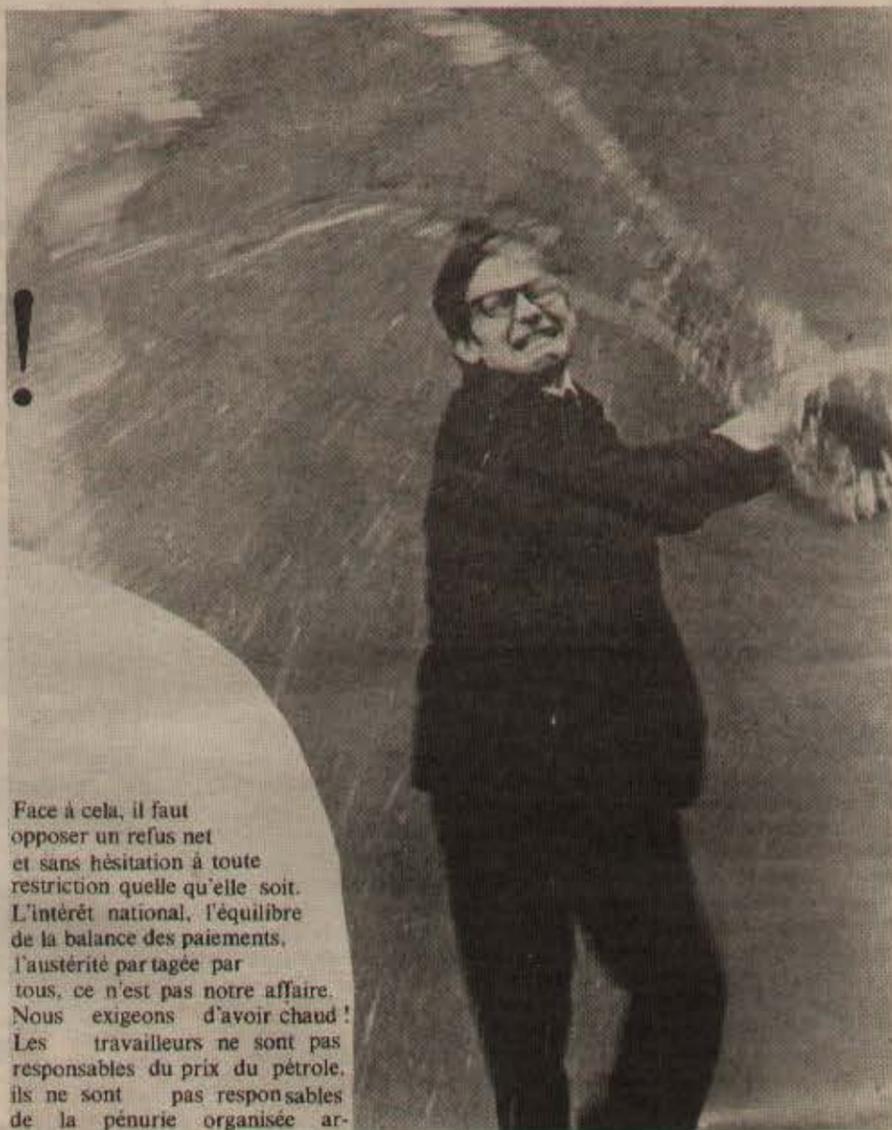
C'EST PAR LA LUTTE DE TOUS LES TRAVAILLEURS, PAYSANS ET OUVRIERS REUNIS, QUE NOUS FERONS RECULER LES PROFITEURS QUI NOUS EXPLOITENT.

tract
des
paysans
travailleurs

NON
AUX
EXPLOI/
/TEURS !

ON S'LES GELE!

Parce que le fuel domestique représente 35 % de la consommation de produits énergétiques en France et que, depuis un an, le pétrole coûte cher, voilà que le gouvernement organise le rationnement du chauffage. Aucune chaudière n'est épargnée dans les administrations, les écoles ou les HLM. Même les crèches ont été rationnées! C'est le résultat de la décision de Messmer, en avril dernier d'interdire l'allumage des chauffages collectifs avant le 15 octobre. C'est le résultat de la politique de Giscard aujourd'hui, qui vise à économiser quelques milliards sur la santé des travailleurs. Le gouvernement ne se contente pas de quelques restrictions. Il a obtenu du Parlement l'autorisation de prendre par décret toute mesure qu'il juge nécessaire pour rationner l'énergie en cas de détérioration de la balance commerciale. Et pendant ce temps-là, rien n'a été fait pour améliorer l'isolation des bureaux, les chaudières sont faites de telle façon qu'il faut chauffer à 25° dans certaines pièces d'appartement pour avoir 18° dans les autres.



Face à cela, il faut opposer un refus net et sans hésitation à toute restriction quelle qu'elle soit. L'intérêt national, l'équilibre de la balance des paiements, l'austérité partagée par tous, ce n'est pas notre affaire. Nous exigeons d'avoir chaud! Les travailleurs ne sont pas responsables du prix du pétrole, ils ne sont pas responsables de la pénurie organisée ar-

tificiellement par les compagnies pétrolières. Si l'Elysée n'est pas chauffée, tant mieux, les travailleurs, eux, sauront exiger les conditions de travail dont ils ont besoin. En ripostant immédiatement au rationnement.

A l'INSEE, à la Caisse des dépôts, dans les banques, partout, c'est par la lutte que les employés obtiennent la remise en route du chauffage. Au Ministère des Finances par exemple, une pétition a circulé parmi le personnel. Une AG convoquée par la CGT et la CFDT a réuni 600 travailleurs réclamant les 20° pour travailler. Sinon, ils menaçaient de ne rien faire, après tout, ce n'est très facile de taper à la machine avec des moufles! Au CET Victor Rault, à Rennes, il faisait 10° dans les dortoirs la nuit. Les internes et les élèves ont lancé une grève reconductible pour exiger le chauffage immédiat. Dans les cités HLM et les écoles de Valenton, les locataires ont refusé de payer les loyers tant que la température n'atteindrait pas 20° pourtant, des luttes montrent que les travailleurs ne sont pas prêts à faire les frais des « économies » d'énergie.

Au-delà de la riposte immédiate, la question du chauffage permet de lancer dans les entreprises, les immeubles, les écoles, un débat sur la situation économique, la politique du gouvernement, les propositions de l'Union de la gauche. Celles-ci se limitent à l'acceptation du rationnement, à condition qu'il touche tout le monde et à la nationalisation des compagnies pétrolières. Pour nous, révolutionnaires, il n'est pas question d'accepter d'avoir froid et c'est dans la lutte que nous imposerons les 20°

A CLERMONT FERRAND, LES IMMIGRÉS MONTRENT LA VOIE

Jean Garcia : une entreprise de matériaux de construction employant près d'une centaine de travailleurs, à 90 % immigrés : turcs, marocains, algériens, portugais. Pas de traditions de lutte, pas de section syndicale. Pourtant, ce lundi 23 septembre, à 8 h 30, c'est la grève. Les travailleurs refusent de sortir le ciment des bétonnières, ils verront dans la journée les cadres « se salir les mains ».

C'est la grève. Les travailleurs se réunissent en assemblée générale, avancent leurs revendications :

- 1 F de l'heure d'augmentation pour tous ;
- amélioration des conditions de logements (les travailleurs sont logés dans l'entreprise, dans des locaux particulièrement insalubres) ;
- paiement des jours de grève.

Les immigrés élisent leurs représentants pour discuter avec le patron : un par nationalité. Lundi matin, le patron tergiverse, demande un délai de trois jours pour faire ses propositions. Les immigrés refusent, durcissent le mouvement : blocage des issues, garde des stocks.

Le mardi matin, nouvelle assemblée générale, le maintien de l'occupation est réaffirmé, l'extension de la grève est décidée. Les immigrés vont chez Pierre Garcia, fils de l'autre, qui dirige une entreprise annexée. Les travailleurs débattent sur les mêmes revendications.

Mercredi, c'est la victoire sur toute la ligne. Les 1 F sont obtenus, l'amélioration des conditions de logement aussi, des équipements (bleus, bottes) également. Ils obtiennent même une garantie sur les 1 F la promesse de révision des salaires, à chaque augmentation de 5 % du SMIG.

La lutte chez Garcia est une leçon pour tous.

Une leçon d'unité d'abord. Chez Jean Garcia, les travailleurs avaient précisé qu'ils ne reprendraient pas le travail si les revendications posées chez Pierre Garcia n'étaient pas également obtenues.

Une leçon de démocratie

ouvrière : les assemblées générales ont été souveraines, les délégués élus. Une leçon d'efficacité aussi, de force : les travailleurs ont fait comprendre au secrétaire du syndicat patronal qui brandissait la menace de l'illégalité de l'occupation, qu'ils n'avaient que faire de la légalité à sens unique des patrons.

Enfin, c'est une leçon pour les directions syndicales. Un syndicat CFDT vient de se constituer, il regroupe 80 % des travailleurs. L'heure est à la popularisation de cette lutte exemplaire. Le Comité de Défense des Immigrés s'y emploie. Chez les immigrés, nul doute que la lutte de chez Garcia fera école.

Correspondant

HOPITAUX : VERS UN DEVELOPPEMENT DES LUTTES

L'année risque fort d'être chaude dans les hôpitaux.

Car à la baisse du pouvoir d'achat comme dans toute la Fonction publique s'ajoute une pénurie fantastique d'effectifs. Sur l'Assistance publique de Paris, il y a actuellement 3800 postes vacants dont par exemple 1800 postes d'infirmiers et aides-soignantes. Ce qui se traduit bien sûr par une dégradation continue des conditions de travail et par des cadences infernales. Ainsi, dans un service de chirurgie cardiaque, la nuit, il y a une infirmière et une aide-soignante pour tout le service, y compris la salle de réanimation.

La situation risque d'empirer car l'administration, toute à sa volonté de rentabiliser, ne prend que des mesures minimales et cela sous la pression de la menace de luttes. Ainsi, à Paris, l'Assistance publique, pour la première fois, a été obligée de maintenir tous les auxiliaires (500 embauchés pendant l'été et que d'habitude on licencie en octobre. Ainsi, tout en étant obligé d'accorder 700 F (!) par mois aux élèves infirmières pendant leurs stages à temps complet, le ministère de la Santé veut officialiser le statut de bouche-trou des élèves et leur

supprimer une partie de leur formation.

Aussi, dans ce contexte, peut-on s'attendre à des mobilisations des travailleurs hospitaliers. Déjà, à l'hôpital d'Eaubonne, une grève a débuté depuis lundi ; une action se prépare aussi dans un service de chirurgie de l'hôpital Broussais avec une AG massive et combative. Les élèves infirmières ont commencé à tenir des AG de mobilisation contre la circulaire ministérielle et une grève a débuté à l'hôpital de Clamart (voir ci-dessous).

ELEVES INFIRMIERES

UN CONDENSE DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Devant la dramatique pénurie de personnel des hôpitaux, le Ministre de la Santé n'a rien trouvé de mieux que d'officialiser et généraliser la politique d'embauche des élèves infirmières comme personnel d'appoint.

Le choix est ainsi clair : la qualité des soins, la formation des élèves, on s'en fout, ce qui compte, c'est que la Santé soit rentable.

Le mouvement de mai-juin 74 ayant exprimé notre volonté de nous faire payer et d'avoir une réelle formation, le ministre a cependant compris que nous n'accepterions pas sans réagir une telle politique et a donc fixé une prime de 700 F par mois à toutes les élèves qui rendraient des « services appréciables » aux directeurs d'hôpitaux pendant leur stage à temps plein. La circulaire est explicite.

Devant cet achat de notre calme, notre silence, de notre formation (ce qui constitue une menace directe contre la profession), la réaction s'organise dans les écoles : multiplication des A.G. à Debrousse, Salpêtrière, Rotschild, Franco-musulman, Clamart...

Des délégations massives et combattives ont permis d'obtenir localement certaines garanties sur les modalités d'application

Les syndicats CGT et CFDT soutiennent la lutte. La relance par les bureaucrates de l'action revendicative n'est pas étrangère à cette position nouvelle de la CGT. Celle-ci a sans doute pesé le prix de son absence du mouvement, perdant de son crédit vis-à-vis des élèves et de ses militants de base.

La multiplication des sections CFDT d'écoles, leur animation et la prise en charge au sein de la coordination de la diffusion des informations ont rendu possible la tenue d'une initiative centrale devant le Ministère de la Santé vendredi matin.

Celle-ci est un premier pas vers une mobilisation plus large des élèves dans toutes les écoles ainsi que du personnel hospitalier.

Réalisons dans les faits l'unité syndicale en développant cette mobilisation grâce aux deux syndicats.

La participation de deux militants CGT et deux CFDT au Comité de grève de 20 élèves élu en assemblée générale à Clamart est le meilleur soutien et la meilleure garantie du développement de la lutte.

Oui aux 700 F :
Pour toutes les élèves
Pour toutes les écoles
Nous en avons besoin.

Non à l'application de la circulaire.

Statut de travailleur en formation.

Embauche massive de personnel.

EDUCATEURS EN FORMATION : GREVE A L'INSTITUT H. WALLON DE CANTELEU

Communiqué
Actuellement, notre formation obligatoire d'une durée de 3 ans nous conduit à un diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé et à une vie professionnelle bien précise. Cette formation spécifique est répartie en 15 mois de stage pratique et 15 mois de stage théorique. Au cours de cette formation, nous faisons 40 heures de travail par semaine, dont 32 heures de formation

pratique ou théorique et 8 heures de travail personnel. Pendant ces 15 mois de stage pratique, nous sommes assujettis à la faute professionnelle et nous fournissons une main d'œuvre à bon marché voire gratuite pour le patronat.

Actuellement, les éducateurs en formation sont réduits pour vivre à un nouveau fonds gestionnaire nommé AGFTF (Association de gestion pour la formation des travailleurs sociaux)

Qu'est-ce que cet organisme ? Un organisme qui nous propose selon les besoins des employeurs :

— une allocation qui est de 850 F distribuée à certains ; rien aux autres

— en échange de cette allocation, un contrat de travail qui nous empêche de choisir librement notre futur lieu de travail

Considérant que la majorité des élèves-éducateurs en formation étaient salariés auparavant, il est intolérable qu'une infime partie d'entre eux ne touche que 850 F mensuels et la plus grande partie, rien du tout.

Considérant la multiplicité des statuts des éducateurs en formation (certains étudiants, d'autres travailleurs, d'autres rien), la spécialisation de notre formation d'éducateurs que nous faisons 40 heures par semaine (pas de possibilités de travailler à mi-temps) l'assujettissement à la faute professionnelle pendant les 15 mois de stage pratique ; Nous refusons le contrat AGTF et revendiquons le statut de travailleur social en formation, c'est-à-dire :

- un salaire indexé sur l'indice 232 de la convention collective de 1966
- la reconnaissance effective de la section syndicale
- la sécurité de l'emploi
- les allocations de chômage, familiale, etc.

Le 8 octobre
L'ag de la promotion 1974 de l'Institut Henri Wallon de Canteleu



TRAVAILLEUSE DÉCOUVRANT DES PERSPECTIVES EXALTANTES.

OPERATION GIROUD

Giscard l'avait promis pendant sa campagne électorale : on aurait un Secrétariat à la condition féminine. Toutes les voix étaient bonnes à prendre et parler de temps en temps aux femmes de leurs « petits » problèmes peut se révéler utile. Le secrétariat d'Etat, on l'a. Il s'appelle Giroud, il a le visage de la femme énergique-qui-s'en-est-sortie-toute-seule-malgré-le-barrage-de-la-société-mâle-mais qui n'en connaît pas moins les problèmes de ses sœurs demeurées en servitude.

Ex-rédactrice à « Elle » rédactrice en chef de l'« Express », Giroud conjugue l'image de marque d'une sensibilité de « gauche » et d'un « féminisme » nourri aux sources des hebdomadaires féminins (type : « mais bien sûr qu'il faut travailler même si votre mari ne le veut pas, mais élever un enfant, quelle ivresse !... Et maintenant nos conseils de maquillage »...)

RIDICULE ET DERISOIRE

La semaine dernière, dame Giroud est apparue à la télévision pour exposer son programme et « parler aux femmes ». On avait beau s'attendre à peu, on a été encore déçu.

Les femmes vont signer leur déclaration d'impôts : on les informera à la T.V. de leurs droits et prérogatives juridiques.

Quant aux mesures de caractère social, elles brillent par leur caractère limité. Les divorcées et veuves bénéficient de l'assurance maladie deux ans de plus et c'est tout. Pour le reste, dame Giroud se borne à émettre des vœux auprès des ministères compétents : « flexibilité » des horaires (ça veut dire quoi ? Pour les hommes aussi ?), information sur la contraception (où ? Dans les entreprises, les quartiers, les facultés ?)

POMMADE POUR LES ELECTEURS ET CHLOROFORME POUR

JE VAIS POUVOIR SIGNER LA FEUILLE D'IMPÔTS !!!

ble que la bourgeoisie ait tiré les leçons des mobilisations sur l'avortement et la contraception, de l'entrée en lutte des femmes travailleuses, de l'émergence de courants féministes combattant contre l'oppression. Giroud vise à chloroformer, aux moindres frais pour la bourgeoisie, une grande masse de femmes touchées par la radicalisation actuelle. L'ennui pour Giroud, c'est que l'opération en question demanderait sur le plan social des mesures beaucoup plus importantes et que l'heure n'est pas aux cadeaux à la classe ouvrière, féminine ou pas et que par ailleurs, la dénonciation de l'oppression des femmes prend rapidement dans la période actuelle une dimension de remise en cause de l'ordre patriarcal que la bourgeoisie cherche à éviter.

POUR UN MOUVEMENT AUTONOME DES FEMMES

Pour les révolutionnaires aujourd'hui, la tâche est de faire éclater ces contradictions aux yeux des femmes travailleuses qui pourraient entretenir des illusions sur Giroud en faisant ressortir :

- le caractère symbolique des mesures prises
- la tentative de récupération qu'elles supposent
- l'absence de mesures contre la surexploitation des femmes par le système
- l'incapacité à remettre en cause le statut de groupe opprimé qui est celui des femmes.

Mais la réponse à Giroud, c'est aussi la construction d'un mouvement autonome de femmes sur des bases anti-capitalistes.

FREDERIQUE

INTERVIEW DE TRAVAILLEUSES DES CHEQUES POSTAUX

► On parle beaucoup ces temps-ci de la condition féminine, mais souvent les conditions de vie des femmes travailleuses sont mal connues. Pouvez-vous parler de ce qui se passe dans votre central.

Odile : Nous travaillons avec des visionneuses pendant 7 heures d'affilées, c'est un travail très fatiguant, très fébrile nerveusement. Le comité médical l'a reconnu et nous a accordé 10 minutes de pause par heure, en fait nous n'avons qu'une demie-heure pour 7 heures.

Avant, nous avions un matériel mécanique mais la modernisation les a supprimés. Cela n'a pas entraîné de réduction de personnel car nous sommes toujours en sous-nombre, mais le trafic a augmenté. Les appels arrivent toutes les 4 secondes, les abonnés eux attendent 20 minutes pour obtenir le 12, ils sont alors souvent hargneux ce qui n'est pas très agréable pour nous.

Marie-Pierre : L'ambiance n'est pas non plus agréable : il y a une surveillance qui contrôle une douzaine d'opératrices. Nous sommes chronométrées sévèrement, il y a aussi un système d'écoute, bref, petits chefs et contrôle policier. Nous ne pouvons pas parler donc aucun contact humain entre les filles, nous sommes de vrais robots, le plus rentables possible. Un exemple : les phrases sont stéréotypées : « N° x, que désirez-vous ? » Si on se trompe, la surveillante le fait remarquer !

Pour aller au WC, c'est encore chronométré : 5 minutes, mais encore faut-il avoir l'autorisation et une à la fois : on prend son tour !

Odile : De telles conditions de travail laissent des traces. Ces cadences insupportables entraînent la dépersonnalisation, l'abrutissement. Ainsi, à la maison, quand on sonne à la porte on répond « Allo que désirez-vous ? » Ça prête à sourire mais quand on en arrive à ce point, c'est grave ! Dans le service les trois quarts des filles prennent du valium, ça commence comme ça et peu après on est en congé longue maladie pour dépression...

Marie-Claude : Et les horaires ! On vous raconte tout ça en désordre, mais tout s'ajoute et l'addition est lourde pour nous à la fin. Il y a différents horaires. Certaines commencent très tôt, d'autres finissent très tard vers minuit avant c'était 23h45 maintenant c'est

MARION S'EST SUICIDEE

Ne cherchez pas, vous ne la connaissez pas... C'était une camarade de dix-huit ans qui voulait vivre, chèrement... Après le choc écrasant : un sentiment de vengeance et la question : pourquoi ? posée par tous, à tous, à nous... Ce qui s'est passé ces dernières semaines, on ne le saura plus... mais ce qui s'est passé dans sa vie, objectivement, on le sait. Au lycée, virée pour sa participation au mouvement contre la loi Debré... depuis, déçue, elle venait de décider de travailler pour « gagner sa vie » (comme on dit !). Elle est partie travailler « à la campagne »... Ça serait plus facile que dans la ville folle ! Elle est revenue effondrée, n'ayant pas supporté l'exploitation, l'abrutissement de fatigue, la loi boulot-dodo comme à l'usine... elle ne se sentait plus la force, elle souffrait notre solitude... elle ne richait pas, les artifices tranquillisants (nécessaires) étaient insuffisants : face à l'insupportable, la loi des plus forts l'écrasait, elle a choisi sa solution... de son point de vue, elle a eu raison... du nôtre, ça renforce notre choix, notre lutte ensemble, notre façon inéluctable d'avoir pris (un peu) sur le réel-barabare, Barbarie ou socialisme ?

Nous ne pleurons pas Marion, nous l'aimons, nous nous battons et nous vaincrons.

23 H 55, il faut recourir, encore, pour avoir son dernier train. Des filles travaillent le dimanche et n'ont jamais de week-end complet, d'autres le samedi jusqu'à 15 h. Celles qui viennent de province n'arrivent jamais à avoir quelques jours de suite pour retourner dans leur famille. Avant on pouvait récupérer les heures travaillées le dimanche maintenant, elles nous sont payées mais on ne peut plus bloquer des heures. L'administration préfère payer, c'est peu pour elle, que d'engager du nouveau personnel. La restructuration c'est ça, on ne tient aucun compte des besoins des individus.

► Françoise Giroud est venue récemment au Centre Archives...

Odile : Oui, mais elle n'a remarqué qu'une chose : que le casque décoiffait les opératrices ! Marie-Thérèse lui a demandé de faire sa vacation pour qu'elle se rende compte des conditions de travail. Paraît-il on n'a pas à se plaindre. Dans les chèques postaux, elles commencent à 8 h le matin, elles lèvent les gosses à 4 h du matin, c'est tout à fait normal ! D'ailleurs on lui avait écrit à F. Giroud pour lui décrire nos conditions, on a bien écouté l'émission mais notre lettre a été éliminée.

► Alors comment pensez-vous vous battre pour vos revendications ?

Marie-Pierre Nos revendications sont simples : nous voulons le temps de vivre : semaine de 33 heures, le samedi libre, des horaires décents, des conditions de travail qui protègent notre santé et aussi : une heure d'information syndicale prise sur le temps de travail. Nous discutons avec les autres syndicats CGT et FO pour mener une action unitaire, pour discuter des formes d'actions. Nous, nous pensons que la grève de 24 heures est inefficace, nous proposons la grève reconductible préparée par une AG syndiqués-non syndiqués, d'autres formes d'action peuvent être trouvées mais dans un premier temps nous cherchons à briser l'éclatement, l'atomisation des filles, c'est dur, car dans un grand centre, avec l'impossibilité de se déplacer, de parler, les informations ne circulent guère.

Odile : Aujourd'hui pourtant nous sentons un bouillonnement nouveau. Nous organisons des réunions unitaires avec le MLAC qui ont du succès, une vingtaine de filles, nous préparons quelque chose sur l'armée et nous voyons que ça accroche, le ras-le-bol individuel commence à être dépassé, une prise de conscience s'amorce...

DEUX CONTRE VERITES ET LEUR RAISON D'ETRE

■ Depuis la deuxième guerre mondiale, la classe ouvrière française a connu de profondes modifications. La génération de jeunes travailleurs qui arrive aujourd'hui à maturité n'a connu ni le Front populaire, ni la Libération. La troisième révolution industrielle (utilisation de l'énergie nucléaire, des ordinateurs, automation) aboutit d'autre part à une nouvelle division du travail et à d'importantes transformations au sein même de la classe ouvrière.

C'est sur le fond de ces bouleversements en profondeur qu'il faut comprendre l'explosion sociale de 1968, qui a pris à contrepied les bureaucraties réformistes. Nous reviendrons dans une prochaine tribune sur les conclusions différentes des nôtres qu'en tirent les camarades de la Tendance 3.

Nous avons plusieurs fois souligné que le PCF, à la différence de 1936 ou 1945, n'a pas recruté au lendemain de Mai 68 le fleuron de cette nouvelle génération militante qui a fait ses premières armes en mai.

C'est donc à partir des transformations sociales et de l'expérience de Mai 68 qu'il faut saisir le processus de restructuration du mouvement ouvrier, marqué par la naissance du nouveau PS, le rôle de la CFDT, l'évolution de l'extrême-gauche et les difficultés accrues du PC. C'est aussi dans ce contexte qu'il faut comprendre les approches différentes qu'ont les tendances en présence, sur l'analyse du PS et de l'Union de la Gauche.

LES « VA-ET-VIENT » DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Les camarades de la Tendance 1, dans leur dernière tribune (Rouge n°268) expliquent : « en 1958, le PS a fait un saut qualitatif, il est devenu un groupuscule bourgeois ». Et, après 1968, il était réduit à « un squelette de 15.000 notables ». Notons d'abord le peu de sérieux des camarades. Certes les adhérents d'un parti social-démocrate ne sont pas des militants, ils ne sont souvent que des électeurs mis en carte. Mais cela n'est pas nouveau. Or, jamais le PS ou la vieille SFIO n'a été réduit à ces 15.000 notables. Le PS annonce aujourd'hui 110.000 adhérents, soit 50.000 nouveaux adhérents depuis le Congrès d'Epinau en 71, compte tenu des nombreux départs enregistrés depuis. Cela signifie que le PS comptait alors, au creux de la vague, 80.000 adhérents environ (les motions en présence au Congrès d'Epinau ont recueilli respectivement 43.920 voix et 41.757 voix). Les trois grandes fédérations (Nord, Pas-de-Calais, Bouches-du-Rhône) représentaient à ce moment 43 % des effectifs globaux, soit à elles seules plus de 35.000 membres, pas tous notables...

Notons d'autre part, que dans le document élaboré par la conférence des Bureaux politiques européens de la Quatrième Internationale (Quatrième Internationale n°7-8), le cas du parti social-démocrate de Saragat en Italie était cité comme « le seul exemple où pareil glissement de la nature de classe de la social-démocratie s'est effectué réellement », le seul exemple européen où le détachement

complet du parti par rapport à sa base électorale ouvrière le transforme en groupuscule électoral, dénué de toute utilité pour la bourgeoisie elle-même.

La force de Mitterrand et de son entreprise, c'est au contraire d'avoir clairement compris que la construction d'un puissant parti social-démocrate passait par la reconquête d'un électoralat ouvrier, à travers l'alliance avec le PC. C'est ce qu'il expliquait dans sa semi-retraite, après le désastre électoral des présidentielles de 69, en fustigeant la politique de Deferre « Renoncer à une politique validée à trois reprises par 9 à 12 millions de Français, détruire l'union à peine restaurée des forces populaires, briser l'élan des masses, manquer à la loi des combats, bagatelles ! L'heure était à l'efficacité. Mais, gagnée par l'ambiance, l'efficacité à son tour a trahi. La gauche n'a pas d'efficacité dans le déni d'elle-même ».

Les camarades de la Tendance 1 seraient mal venus de se montrer plus myopes que Mitterrand lui-même. Car, en affirmant, contrairement au document des BP européens, que la SFIO est devenue en 58 un groupuscule bourgeois, ils mettent le doigt dans un engrenage d'incohérences et de contradictions. Rappelons qu'en 1967, lors des législatives, le PCI (section française de la IV^e Internationale) et la JCR appelaient à voter pour les candidats ouvriers (PC-PS) ; dans l'optique des camarades, c'était une erreur. Le PS était-il redevenu un parti ouvrier bourgeois avant les dernières présidentielles ? Sinon, le premier secrétaire du PS n'était qu'un vulgaire candidat bourgeois, et il ne fallait à aucun prix voter pour lui. Est-ce la position des camarades, ou non ?

Dans leur première tribune, les camarades parlent des « deux partis ouvriers, réformiste et stalinien ». Dans leur seconde tribune (Rouge n°268), ils expliquent que le PS renoue des liens organisationnels avec la classe ouvrière, dans « un processus inverse » à celui de 58. Mais quand et comment ce processus a-t-il abouti ? Un parti peut-il faire ainsi le va-et-vient, rompre tout lien avec la classe ouvrière, puis les renouer ? Et comment interpréter l'adhésion de militants ouvriers, de la CFDT, du PSU, à un parti bourgeois, sinon comme un recul de leur niveau de conscience, si l'on continue d'expliquer que le PS d'Epinau n'était qu'un parti bourgeois au service des projets personnels de Mitterrand.

LA MAIN DANS LE RESSAC

Décidément tout cela n'est ni sérieux, ni rigoureux. Mais les camarades de la Tendance 1 ne s'arrêtent pas en si bon chemin. Dans Rouge n°267, ils expliquent : « La vague des luttes de 69-72, qui était engendrée directement par Mai 68, fait place à un flux nouveau par lequel d'autres ouvriers viennent à la lutte politique et intègrent les leçons des précédentes expériences. Nous sommes conjoncturellement dans une phase de ressac ». On s'étonne d'abord de cette image aquatique du ressac. Puis on s'étonne de voir les camarades dater à 1972 la fin d'une vague de mobilisation ouvrière. Pour expliquer

1^o CONGRES DU F.C.R.



une aussi curieuse interprétation des faits, il faut se rendre à l'évidence : pour eux l'accouplement contre-nature entre un PC ouvrier et un PS bourgeois n'est possible que sur un fond d'accalmie, de ressac ; la prochaine vague de luttes fera voler en éclat cet accord de collaboration. Et si la montée consécutive à 68 s'achève à 72, c'est que 72 est la date de signature du programme commun !

Voyons les faits. Il y a en 1969, 2233 mille jours de grève, soit moins qu'en 1967 (4200), qu'en 1966 (2523), qu'en 1964 (2496), qui n'ont pas la réputation d'années très chaudes. Le nombre de luttes en 1970 est encore plus bas : 1441 mille journées de grève. Ce sont les années 71 et 72 qui marquent au contraire une reprise (4528 et 3755), juste avant la signature du programme commun. La combativité se maintient en 73, malgré la trêve pré-électorale. Dès le lendemain des élections, on constate 352 mille jours de grève en avril, contre 161 en avril 72 ; 541 mille en mai, contre 196 en 72 ; et la combativité reste également plus élevée pendant les mois d'été eux-mêmes. L'année se poursuit avec Lip, le 6 décembre, et la suivante commence avec les banques.

LE FOND DE L'AFFAIRE

Pourquoi les camarades sont-ils amenés à tordre ainsi le cou aux faits, qu'il s'agisse des effectifs du PS ou des statistiques sur les luttes ouvrières ?

1) Parce que pour eux, le PC reste dans le mouvement ouvrier, un interlocuteur stratégiquement privilégié. L'adhésion au PC est un indice de maturité de la conscience de classe supérieur à celui de l'adhésion au PS, de même que l'adhésion à la CGT, les camarades regrettant qu'à la dernière Conférence nationale des Groupes Taupe, le nombre de syndiqués CFDT présents ait été aussi important que celui des syndiqués CGT. Si nous devons tenir compte, pour notre implantation et dans le type de débat, des particularités du PC, de ses liens avec l'URSS, nous ne devons en rien accrédi-ter l'idée qu'il a capitulé devant le PS. Dans Rouge 268, les camarades de la Tendance 1 écrivent : « Le PC, en passant un accord de collaboration de classes, subordonnait toute activité et revendication de la classe ouvrière à l'alliance avec le PS, puis avec les radicaux, et maintenant avec les gaullistes ». Sans distinction qualitative entre PS, radicaux et gaullistes ! L'idée est également avancée que le PS constitue « un pivot entre la bourgeoisie et la direction stalinienne du PC ». Le PS est-il bourgeois, ouvrier bourgeois ? Il est un pivot, une charnière... inclassable ? D'où il résulte que le PC est le seul parti authentiquement ouvrier, que nous appellerions à rompre avec la bourgeoisie. Comme si le PC n'avait pas capitulé, et depuis longtemps, devant la bourgeoisie. Comme s'il n'avait pas déployé le plus grand zèle dans la recherche d'alliés bourgeois, dans la récupération en gros et en tricolore de gaullistes en solde, au point de gommer toute référence au socialisme de ses critères d'adhésion. Si l'Union de la Gauche arrivait au gouvernement, nous aurions certes pour tâche de dénoncer

toute forme de collaboration, tout lien même embryonnaire avec les forces bourgeoises, à commencer par l'alliance avec les radicaux. Mais la tâche centrale resterait la dénonciation du projet de collaboration du PS et du PC unis, en tant que tels, de leur engagement à gérer l'Etat bourgeois ; et de mettre l'accent sur l'auto-organisation des travailleurs.

2) Incertains dans leur caractérisation du PS, les camarades de la Tendance 1 ne veulent voir dans le programme commun et l'Union de la gauche qu'une machination de collaboration de classes en l'absence de réelle dynamique sociale. Il ne s'agit pas pour eux d'une réponse réformiste visant à dévoyer la combativité ouvrière, à la canaliser sur les voies électorales, tout en lui ouvrant des perspectives politiques qui peuvent l'encourager. Pour eux, il n'y a derrière l'Union de la Gauche qu'une dynamique de collaboration de classe. Simplification dangereuse : s'il existait vraiment une dynamique sociale de collaboration de classe, cela ne pourrait signifier qu'une chose : que dans la tête de millions de travailleurs, le chauvinisme, la volonté d'alliance nationale avec tout le monde, bourgeoisie incluse, estomperont leur conscience de classe.

Poussés dans leurs derniers retranchements, ces camarades commencent à présent à concéder qu'il peut exister aujourd'hui une certaine dynamique unitaire dans la classe travailleuse, mais c'est pour en déduire qu'elle ne peut s'exprimer que sur le plan social, l'Union de la gauche n'exprimant en rien, même de façon dévoyée cette aspiration. Ce qui les amène à juxtaposer d'un côté une propagande abstraite sur la nécessité d'un gouvernement des travailleurs (la perspective concrète n'étant pas à l'ordre du jour), de l'autre une réponse à cette question qui se cantonne sur un terrain purement économique, puisqu'elle se limite à une bataille pour l'unification syndicale.

3) Les camarades nous reprochent enfin de « surestimer le niveau de conscience des éléments avancés de la classe ouvrière ». Derrière cette critique, il y a une remise en cause prudente de la notion d'avant-garde large qui, pour nous, désigne l'émergence d'une génération de militants, en rupture pratique, confuse avec les directions réformistes. Ce phénomène s'appuie sur le renouvellement de la classe ouvrière et un processus de prise de conscience massivement amorcé à partir de Mai 68, au moment où il n'existe pas encore d'organisation communiste révolutionnaire fortement implantée dans la classe. Pour les camarades, il découle logiquement de leur analyse du PC que les travailleurs avancés, les cadres organisateurs auxquels nous devons nous adresser de façon privilégiée, se trouvent encore principalement au sein du PC. Tendances 2

TRIBUNE DE DEBAT

TEXTE DE LA TENDANCE 3

DEUX PARTIS OUVRIERS BOURGEOIS



■ La page ouverte par 1968 n'est pas tournée. Les rapports de force ne se sont pas renversés; la classe ouvrière est toujours en situation d'offensive, la bourgeoisie sur la défensive. La période de 1968 ne pourra se clore que par un affrontement décisif entre classes.

Pourquoi n'a-t-il pas encore eu lieu? Du fait que l'expérience du double réformisme, social-démocrate et stalinien, n'a pas été faite jusqu'au bout et que ce double réformisme protège la bourgeoisie. PS et PCF unis dans l'Union de la Gauche devront aller au pouvoir pour que leur forfaiture éclate. Expérience dangereuse mais inévitable. Ils sont l'atout que la bourgeoisie garde en réserve. Ils sont les remparts de l'Etat fort.

GISCARD ET L'ETAT FORT

La bourgeoisie française a eu une grande chance en 1958: une désastreuse guerre coloniale lui a permis de liquider la démocratie parlementaire devenue impossible du fait des contradictions entre grand capital et petite et moyenne bourgeoisie, d'une part, entre bourgeoisie et mouvement ouvrier d'autre part, grâce à un général transformé en mythe national au travers de la collaboration de classes et de la Résistance. L'Etat fort trouva ainsi d'un seul coup une forme parfaite qui s'imposa sur l'impuissance de la petite bourgeoisie (y compris son aile militaro-coloniale fascisante) et sur la veulerie du PCF et de la SFIO.

Mais, taillé sur le patron d'un bonaparte qui inversait les proportions du premier (grand de taille et petit d'envie), la machine de l'Etat fort ne pouvait tourner rond qu'à deux conditions: que le mouvement ouvrier reste chloroformé; que le bonapartisme (c'est-à-dire l'illusion d'un arbitrage « au-dessus des classes ») puisse se renouveler. Rien de cela n'a eu lieu. L'homme providence lui-même s'est effondré un an après 68. Combien moins ses successeurs pouvaient réussir ses tours de prestidigitacion sociale, c'est ce qu'on a vu avec Pompidou qui dut vite recourir au règne de Marcellin-lamatraque et à l'alliance des Royer-Druon (c'est-à-dire de la boutique en faillite) tandis que les rats de l'UDR se dépêchaient de se remplir les poches dans la boue des scandales.

Giscard représente un tournant, mais opéré dans l'inévitable coquille de l'Etat fort héritée de ses devanciers, hors de laquelle il n'y a aucune forme possible dans la conjoncture actuelle. Plus intelligent que ses prédécesseurs (et que ses adversaires) Giscard a compris qu'il lui fallait se muer lui aussi en Bonaparte. D'où le droit de vote à 18 ans, la pilule pour

tous et autres gadgets empruntés à l'union de la gauche, assortis de quelques petits sacrifices imposés à ses électeurs qui doivent comprendre, à peine sortis de leur peur, que c'est là le prix à payer. Malheureusement pour le nouveau grand homme, il tombe mal: la récession économique va ruiner ses belles combinaisons. Les élections partielles le montrent: si les présidentielles avaient lieu maintenant, il ne serait pas élu; ce serait Mitterrand.

La seule chance de Giscard — comme de ses prédécesseurs — c'est la merveilleuse mécanique du mouvement ouvrier français: il a deux partis ouvriers-bourgeois à sa disposition.

LE NOUVEAU P.S.

C'est un phénomène qui peut paraître stupéfiant que la survie de la social-démocratie après plus de cinquante ans des pires crimes contre la classe ouvrière de la complicité dans le massacre géant de la première guerre mondiale, signée par l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht, jusqu'à la gestion des guerres contre le Vietnam et l'Algérie et la courte-échelle à de Gaulle (sans parler de l'appartenance de gens comme la sinistre Golda Meir, bourreau du peuple palestinien, à leur Internationale, il est vraie très relâchée) On en passe.

Il n'y a qu'une explication à ce paradoxe (qui explique sans l'excuser l'erreur théorique de ne plus voir le caractère encore ouvrier de ces partis si peu ragoûtants): l'existence du stalinisme. Social-démocratie et stalinisme sont deux étoiles-jumelles, mutuels repoussoirs et mutuels alibis. Les crimes de l'un dédouanant les crimes de l'autre. Le jeu durera jusqu'à ce que les grandes vagues révolutionnaires inévitables les démasquent conjointement au travers d'expériences et de luttes décisives. Cela a des chances sérieuses en France d'être facilité par leur union forcée: l'Union de la gauche.

Partis réformistes parlementaires, ils étaient, séparés, voués tous deux à une opposition stérile et à la désaffection des masses. Ensemble, ils ont une bonne chance de réaliser leur objectif commun: devenir les gérants loyaux de l'Etat bourgeois (un tantinet amélioré).

Mais le PS maintenant qu'il a repris du poids ne va-t-il pas céder à la tentation de rompre avec le PCF pour gouverner avec les centristes? Il ne le peut pas! Car il n'est redevenu un grand parti qu'en répondant aux aspirations de militants et électeurs nouveaux qui aspirent au socialisme, veulent y parvenir et croient que l'on peut y parvenir par une voie pacifique et libérale. (Le PCF flatte d'ailleurs la même illusion. Mais le PCF restant lié à l'URSS bureaucratique est de moins en moins crédible en la matière).

En quoi le nouveau PS est-il différent de la SFIO molletiste? Nous retrouvons-là notre analyse des structures sociales ac-

tuelles (voir Rouge N° 268): 1968 a poussé des couches considérables de travailleurs de l'organisation à la syndicalisation: ils se sont vite heurtés au mur de l'impasse politique. Ceux d'entre eux qui vont maintenant au PS (souvent via la CFDT) s'élèvent, ainsi faisant, au niveau politique élémentaire du réformisme. Mais, surtout, les couches de récente prolétarianisation, de nombreux éléments de la nouvelle « aristocratie ouvrière » atteignent à ce niveau d'abord d'une pente naturelle, qu'ils ne dépasseront que poussés durement, dans l'effondrement de leurs illusions et l'envol de leurs privilèges dans le vent de la crise économique.

LE DECLIN DU PCF

Tous ces I.T.C. (ingénieurs, cadres et techniciens) qui se politisent ne vont pourtant pas au PS. Jusqu'ici, davantage encore s'organisaient dans le PCF. A tel point que leur envahissement du cadre moyen et des mandats électoraux du parti est devenu visible aux plus aveugles, pour beaucoup de ces recrues, les tendances technocratiques de l'URSS ne sont pas sans charmes et l'emportent sur les inconvénients d'un système policier qui, après tout, ne frappe apparemment que des léninistes attardés et des artistes abstraits. Le gros de notre intelligentsia est partagée entre le paradis de l'ordre, de l'efficacité, de la productivité, et l'humanisme que prétend incarner le PS. Mais la divergence est secondaire en France: le but immédiat est le même: gérer harmonieusement l'Etat bourgeois.

Certes, le PCF reste le parti qui organise le plus grand nombre de travailleurs, mais il faut remarquer qu'outre son extension massive dans les ITC, son effectif ouvrier tend à vieillir considérablement; son recrutement extensif est peu militant, politiquement inculte et peu solide (le PCF est la plus grande organisation passoire); seuls des jeunes vont à ce parti en le croyant encore révolutionnaire, mais c'est là pour lui la pire source de contradictions explosives.

Par ailleurs, en trente ans de légalité ininterrompue, le PCF s'est rempli de métastases cancéreuses de la social-démocratisation: le municipalisme, le parlementarisme (avec clientèle étendue sur la petite bourgeoisie), le syndicalisme de commissions paritaires, etc. le lient à l'ordre bourgeois d'autant de petits fils que Gulliver était attaché à la terre. Et ceci s'est produit en même temps que les liens avec l'URSS se distendaient ou subissaient au contraire des tensions considérables.

Le maintien de liens matériels, la rigidité d'appareil, le conservatisme politique et la nécessité de garder le masque de la révolution d'octobre prolongent sa nature stalinienne, mais elle tend à devenir secondaire.

Jusqu'ici, les déterminants nationaux du PCF ne sont pas entrés en contradiction avec le Yalta permanent recherché entre la

bureaucratie soviétique et les USA. Mais qu'arriverait-il si se produisait un événement du type du pacte Hitler-Staline de 1939? Déjà, l'invasion de la Tchécoslovaquie a plus secoué le PCF que l'écrasement des conseils ouvriers hongrois par les tanks de Khrouchtchev. Au souffle des grandes explosions historiques qui viennent, ce parti volera en éclats. Ses cadres seront rendus à leur réalité; non pas de politiciens bourgeois comme ceux du PS, mais d'aventuriers cyniques prêts à tout, des frères « ouvriers » de leurs amis gaullistes.

Objectivement, le PCF est devenu un parti ouvrier-bourgeois de type spécial, vivant des aumônes de la bourgeoisie, tournant le dos de façon irréversible à la révolution. La principale différence qu'il a avec son frère jumeau le PS, c'est, encore aujourd'hui, d'illusionner plus d'ouvriers que ce dernier. Mais est-ce pour longtemps? Cela dépendra pour beaucoup de l'action de l'extrême-gauche révolutionnaire. Le déclin du PCF est évident et irrémédiable. La pire illusion pour des révolutionnaires serait de ne pas le voir dans sa réalité que les bourgeois, eux, sont très capables de comprendre: comme un parti réformiste qu'ils se préparent à utiliser à leur heure, comme ils l'ont déjà utilisé une fois (mais alors sous la garantie de Staline) et comme ils ont utilisé traditionnellement la social-démocratie et cette fois conjointement avec elle. La dureté des temps fait qu'il faut de plus gros moyens pour duper la classe travailleuse.

Nous devons traiter ces deux partis comme les complices et compères qu'ils sont dans une mystification de la classe qui risque d'être fort grave. Pour que la France ne soit pas le Chili, c'est ensemble qu'il faut les démasquer devant les travailleurs.

Tendance 3

RECTIFICATIF

La semaine dernière, les surtitres des tribunes de congrès ont été inversés. Les signatures de bas de page étaient en revanche correctes. L'article intitulé « Les bases de construction du parti révolutionnaire » était donc bien celui de la tendance 3 et celui intitulé « Les contes immoraux de la démocratie bourgeoise » était de la tendance 1.



POUR UNE ORGANISATION ANTIMILITARISTE DE MASSE

L'essor spectaculaire des luttes au sein des casernes, la profonde radicalisation qui a trouvé son premier support de masse dans l'« Appel des Cent », le développement d'une solidarité très large avec les soldats sanctionnés, l'engagement de nombreuses sections syndicales dans une activité de soutien aux luttes et aux revendications des soldats, voilà autant d'éléments qui ont changé en quelques mois les conditions de construction d'une organisation anti-militariste civile.

Aujourd'hui où la nécessité d'une telle organisation est comprise par une frange de militants extrêmement large, dont beaucoup d'anciens bidasses récemment libérés et qui entendent poursuivre à l'extérieur la lutte qu'ils avaient engagée dans leur caserne, la division actuelle du mouvement anti-militariste civil est une cause évidente de sa faiblesse et un handicap sérieux à son développement sur une échelle de masse.

La large masse des soldats qui cherche un appui extérieur ne comprend pas et ne peut pas comprendre les raisons de la division entre CDA, CAM, CSOC, IDS... Elle ne comprend d'autant moins que, pour ce qui concerne en tous cas le CDA et le CAM, les organisations les plus actives en direction des soldats, les thèmes et les formes d'intervention sont beaucoup plus proches à l'heure où la priorité qui s'impose à tous est le soutien aux luttes des soldats dans les casernes.

CARTELLISATION

L'avant garde politisée comprend la division actuelle du mouvement antimilitariste comme le produit direct des divisions au sein de l'extrême gauche. On

sait que Révolution! anime le CAM, qu'IDS est née à l'initiative du PSU et de l'AMR, et que dans le CDA se retrouvent nombre de militants du FCR aux côtés des militants du MDPL, des insoumis et des objecteurs du CSOC, et de militants inorganisés ou d'autres courants politiques présents localement (JS, GOP...)

Mais que la cartellisation actuelle du mouvement anti-militariste s'explique par les clivages politiques au sein de l'extrême gauche, cela ne suffit pas à la justifier. Nombre de ces courants politiques se retrouvent bien, malgré leurs divergences, au sein des Comités Chili. Aucune raison politique sérieuse ne s'oppose à l'unification du mouvement antimilitariste.

De ce fait, des militants du FCR dans certaines villes avaient décidé de militer dans des comités CAM plutôt que de créer un CDA concurrentiel, pour œuvrer en pratique à la fusion rapide CAM-CDA. Mais le sectarisme et l'esprit de boutique de la direction du CAM, qui s'est manifesté avec éclat dans son refus d'organiser en commun la mobilisation de Canjuers, les ont forcés à quitter le CAM. Il est tout de même dommage qu'il faille confronter en pratique le CAM à une intervention CDA systématique pour tâcher de les convaincre de la nécessité d'une fusion des organisations anti-militaristes.

LES ASSISES DU CDA

Le CDA va tenir des Assises courant décembre. Il pourra certes tirer un bilan positif de son activité. Mais la construction et le renforcement du CDA doivent être comprises comme les conditions nécessaires à son

dépassement, à la fusion des organisations antimilitaristes actuelles dans une organisation unitaire de masse. Il faut mettre à l'ordre du jour la réunion d'assises constitutives d'une nouvelle organisation antimilitariste, où seraient représentés aussi bien les comités CDA, CAM, CSOC, IDS, que les comités locaux qui se développent aujourd'hui, regroupent de nombreux militants ouvriers et antimilitaristes qui ne se réduisent pas, loin de là, à la frange sympathisante des organisations révolutionnaires.

Mettre à l'ordre du jour l'unification du mouvement anti-militariste, c'est prendre l'engagement d'initiatives unitaires systématiques à l'image du récent meeting tenu à Paris en solidarité avec les soldats de Nice et de Draguignan. C'est imposer partout où on peut y gagner des militants qui ne sont pas prêts à rejoindre actuellement le CDA ou une autre organisation anti-militariste, des comités larges où pourront être présents les militants du CAM, du CDA, d'IDS... sans abandonner pour l'heure leur intervention propre.

Ce premier pas, il faut le faire tout de suite. Ne pas le comprendre conduit à affaiblir considérablement le soutien aux soldats dans les luttes qu'ils mènent sur un terrain particulièrement difficile, et à retarder la jonction entre les organisations antimilitaristes et le mouvement ouvrier.

C'est avec cette volonté clairement affirmée que nous contribuons aujourd'hui au développement du CDA, pour aboutir à terme à son dépassement par la création d'une organisation anti-militariste de masse.

Nouvelle Calédonie

121 ANS DE DE SPOLIA

Au nord-est de l'Australie, surplombant le tropique du Capricorne, il est des îles pour lesquelles le 24 septembre est un grand jour. Moment béni pour la Nouvelle Calédonie. La « grande terre » et les îles loyauté — que ce jour de septembre où l'armée coloniale et tricolore défile dans les rues de Nouméa pour fêter comme il se doit la conquête française. C'était le 24 septembre 1853. Depuis 121 ans ont passé, 121 ans de spoliation, de racisme, de répression, bref de domination coloniale.

L'impérialisme française est aux petits soins pour l'avenir de la Nouvelle Calédonie et des îles qui l'entourent. Cette terre vaut en effet son pesant de Nickel, minéral dont elle regorge. Et si la France faillissait à ses devoirs, de bonnes âmes les lui rappelleraient : ainsi, la banque Rothschild qui détient la société le Nickel, qui exploite en état de quasi monopole le minéral précieux. Les 130.000 habitants de ces terres australiennes doivent donc rester français, les 51.000 « canaques » habitants des îles à l'origine doivent lever le drapeau tricolore, comme les 49.000 « Caldoches » communauté blanche de l'île parmi laquelle la bourgeoisie coloniale. Et ceux qui oseraient réclamer un changement de statut doivent rester à leur place. Ainsi, les Foulards Rouges, groupe luttant au sein de la communauté « canaque » pour une Calédonie libre et socialiste et l'Union des Jeunesses calédoniennes, groupe autonomiste surtout implanté dans la communauté « caldoch ».

L'arbitraire est donc roi. Ou'on en juge : — Le 24 septembre dernier, jour du défilé militaire rappelant la France au bon souvenir des Calédoniens des membres du groupe 1878, section de la « grande terre » du groupe des Foulards Rouges, déployaient des banderoles contre le colonialisme et le rôle de gendarme des colonies joué par l'armée. La police matraque. Deux

220 SIGNATURES POUR LA LIBERTE DE PRESSE A L'ARMEE

Après l'autorisation donnée par M. Soufflet, ministre de la Défense nationale, de circulation de la presse dans les casernes parmi les appelés et les engagés, il apparaît de façon flagrante que des « exceptions » ont été faites de manière arbitraire et discriminatoire. En vertu de quel critère 10 journaux ont-ils été interdits ? Qui est juge de cette « liberté partielle » de la presse ?

N'affectera-t-elle pas d'autres journaux demain ?

Nous nous élevons contre cet arbitraire : il ne doit pas y avoir deux poids, deux mesures ni de demi-mesures. C'est pourquoi, nous soussignés, demandons à ce que la liberté de la presse pour les soldats qui sont des citoyens à part entière et qui doivent en avoir les droits, ne se marchande pas : qu'elle soit

totale ; que l'interdiction de ces dix journaux soit levée !

Cette pétition est proposée par les 10 journaux interdits : Lutte Anti-militariste, Charlie-Hebdo, La lettre des Objecteurs, Politique-Hebdo, Crosse en l'air, Hara-Kiri, Col Rouge, Soldats en lutte, Rouge, Libération.

Nous demandons à tous les journalistes attachés à la défense des libertés démocratiques de signer avec nous cette pétition et de la renvoyer à l'adresse suivante dans les plus brefs délais : POLITIQUE-HEBDO (pétition pour les 10)

14-16 rue des Petits-Hôtels
75010 - PARIS

L'Union Nationale des syndicats de journalistes (SNJ, S.J.F.-CFDT, SNJ-CGT, SNJ-CGT-FO) s'associe à l'appel pour la liberté de la presse à l'armée et signe la pétition proposée par les dix journaux interdits dans les casernes, invite tous les journalistes à la signer et s'étonne que les journaux récemment « autorisés » ne circulent pas toujours dans les casernes.

Le comité de direction de la revue « Alternative non-violente »

Christian Mellon, Christian Delorme, Georges Didier.

La libre-pensée française et son organe « La Raison »

Louis Maillet

Action socialiste Banlieue Sud. Le directeur de publication a.joffé

Le comité de rédaction de l'« Antinorm ». Le directeur : Guy Mass

Association nationale des journalistes reporters photographes et cinéastes (ANJRPC)

Jean-Louis Gérard (le monde libertaire), Maurice Plochi (pigiste), Daniel Gentot (UPI), Claude Prunier (L'Aurore), Ralph Messac (Europe 1), Michèle Lavieux (ACP), Claude Reynaud (pigiste) Marie-France Dautun (Le Figaro), Anne-Marie Voisin (Aigles) Paulette Blanchet (Aigles) Robert Michel (Aigles) Anna Boissières (ACP) Bernard Heitz (Aigles) Jean-Michel Gourévitch (le Point) Irène Allier (Le Point) Edith Boucra (Le Point) Antoine Silber (Le Point), Walter Lawino (Le Point) Nathalie-Devisa (VIVA) Renée Gollé (Zoom), Sophie Ristalhuber (Zoom) Jacques Boivin (zoom),

Josiane Bigot (Zoom) Brigitte Nabet (zoom) Joel Laroche (Zoom) Roberto Morandi (Zoom) Maurice Coriat (Zoom) Denis Bourgeois (Architecture intérieure) Edith Zetline (Labo-Pharma), Florence Arnold (France-médecine) Michel Ginfrey (Gamma) Gilbert Uzan (Gamma) Daniel Simon (Gamma) J.L. Uri (Gamma) Marie Dacker (Gamma) Raymonde Deparidon (Gamma), William Karol (Gamma) O. Villeneuve (Gamma) J.C. Francolon (Gamma) Michel Arthault (Gamma) Pa. PLAILLY (Gamma) Hugues Vessal (Gamma) Jérôme Huistin (Gamma) Gérard Aymé (Team International) J.R. Chauvin (Liaisons sociales) Michèle Backman (L'Unité) J.L. Reverier (L'Unité) Barrigue (L'Unité) Maurice Séveno (L'Unité) Guy Perrimon (L'Unité) Nicolas Brimo (L'Unité) Jean-Paul Liégeois (L'Unité) Serge Richard (L'Unité) Christine Cottin (L'Unité) Marc Duvivier (Syndicalisme) Daniel Urbain (Syndicalisme) Marc Duvivier (Syndicalisme) Jacqueline Urdant (Syndicalisme) Marie-Pierre Larrière (AFP) Robert Pottier (Syndicalisme) Denis Brulet (Syndicalisme) Mireille Duteil (Syndicalisme) Noël Monnier (Syndicalisme) Section pigistes du BNJ-CGT, G. Azenstark (pigiste Vie ouvrière et Humanité) Deran (dessinateur Vie Ouvrière) Marcel Lore (photographe) Jean-Marie Simonet (photographe) André Barbe (dessinateur L'Expansion et la Recherche) J.C. Seine (photographe) M.Hourdin (pigiste) G. Smolianoff (photographe Vie Ouvrière) Aacain (Vie Ouvrière) Marc Semo (photographe) Hubert Lveux (pigiste Equipe quotidien) Nicole Nicol (l'Express) Fiel (l'Express) Josiane Pagar (Express) Anne Chiron (Express) Martine Raud (Express)

Michel Grémillon (Express) Jacob (Express) Pierre Doublet (Express) Robert Fiess (Express) Dominique Thiphonie (Express) Christian Fauvet (Express) Geneviève Boulay (Express) Albert du Roy (Express) Françoise Monnier (Express) Claude Roire (Express) Hugues Noël (Express), Colette Vessilier (Express) Beatrix Andrade (Express) Evelyne Faieb (Express) Françoise Cordier (Quotidien du médecin) Jacques Degain (Quotidien du Médecin) Danièle Heyman (Express) Catherine Laporte (Express) J.C. Loiseau (Express) Guillemette de Véricourt (Express) Yves Gibeau (Express) Jean Tubaud (Express) Jean-Paul Dufraigne (Express) Jacqueline Leymaris (Express) Norbert Régina (Express) Lionel Duval (Express) Maurice Henry (Express) Julien Guideau (Express) Evelyne Kuhn (Express) Bernard Brick (Express) Michel Giannoulatos (Express) Dominique Morin (Nouvel Observateur) Carla Nicolini (N.O.) François Dupuis (N.O.) Patrick Sery (N.O.) Mariella Righini (N.O.) Gérard Petit-Jean (N.O.) Hervé Chaballier (N.O.) Elizabeth Caporal (N.O.) Lucien Rioux (N.O.) Claude François Julien (N.O.) Bernard Guetta (N.O.) Georges Mamy (N.O.) Jean Moreau (N.O.) J.F. Josselin (N.O.) Pascal Lentillon (N.O.) Françoise Viard (N.O.) Catherine Saiegh (N.O.) Serge Lafaurie (N.O.) Gérard Léveillé (N.O.) Jean Bayle (N.O.) Anne Fohr (N.O.) Marion Brucker (N.O.) Evelyne Lance (N.O.) K.S. Karol (N.O.) René Backman (N.O.)

Plus 34 signatures du centre de formation des journalistes de Paris :

Hubert Leseure, Jacques d'Alezyrac, Alain Perrono, Michel Laclercq, Jean-Pierre Boudre, Maris Senz, Christian Millet, Philippe Merlant, Philippe Wagny, Michel Deprost, Pierre Gay, Claire Davarieux, Sophie Remauld, Isabelle Chevalieu, Monique Frangin, Jan Krauss, Jacques Maigne, Dominique Frot, René Serre, Michèle Lantéri, Gilles Treguesser, Brigitte Gry, Corinne Goulliaud, Joëlle Jonathan, Hervé Martin, Stanislas Maillard, Dominique Deschavanne, Dominique Burg, Jacques Dimet, Jean-Syves Viollier, Thierry Jouvot, Pons Paulette, Marie-Hélène Burgos, Jean-Paul Delors, Xavier Kreis.

Michel Puech (Libération), P. Hussenot (VIVA), Patrick Lebaude (photographe), Jacques Windenberger (photographe), Roger Pic (photographe), Le Guerrac (VIVA), Raymond dit Yvon (VIVA), Hervé Cloagen (VIVA), François Hers (VIVA), Gérard Bonnet (Sygma), Loïc Prat (photographe), Angel Munoz (photographe), J.-M. Bresbon (photographe), Marisa Duhalde (photographe), Alain Nogués (Sygma), Patrick Lanoble (photographe), Arnel Brocclle (Express), Jean Pottier (p. otographe), J.-P. Rey (photographe), Robert Doisneau (photographe), Serge Gautier (photographe), Serge Benaderette (photographe), J.-C. Biscarres (photographe), François Xavier Louat (IRP Hollande), M. Normand (photographe), Gilles Walvinski (photographe), Jacqueline Guillot (photographe), Henri Vavenna (photographe), Jean Lattès (photographe), Parizot (France-Soir), Crochez (France-Soir), Garrel (France-Soir), Lanver (France-Soir), Perrès (France-Soir).

Compiègne

REPRES

Le mardi 25 septembre à Compiègne, à la suite d'une altercation qui aurait opposé des militaires (élèves, gradés) du C.I.F.V. à de jeunes portugais, une expédition punitive est décidée. 50 soldats, pour la plupart des engagés, sortent de la caserne, armés de barres de fer, chaînes de bicyclette et matraques. Ils prennent pour cible un foyer de travailleurs nord-africains où ils agressent plusieurs personnes dont une est très grièvement blessée et est encore hospitalisée, souffrant d'une fracture du crâne et de plusieurs blessures au visage.

Le fait en lui-même est déjà assez grave et mérite d'être noté, mais, fait

PLAN C PLA

Le lundi 5 mars 1973, deux avions commerciaux espagnols se percutaient en plein vol au-dessus de Nantes. Bilan : 68 morts.

Depuis le samedi 24 février, les « aiguilleurs du ciel » en grève avaient été remplacés dans le cadre du plan Clément Marot par l'armée. Le personnel civil avait alors aussitôt dénoncé le risque de collision. Inutilement d'ailleurs puisque le gouvernement avait décidé de faire preuve de fermeté envers le personnel en grève.

Le 5 mars, l'accident tant redouté

RACISME, TION...

manifestants sont inculpés, dont le secrétaire général des Foulards rouges.

— Le 25 septembre, lors de leur jugement en flagrant délit, auquel assistent de nombreux dirigeants des Foulards rouges et de l'U.J.C., les deux inculpés, tous deux « canaques », affirment ne pas être concernés par un procès intenté au nom de lois étrangères. Applaudissements. Refus du public d'évacuer la salle tant que le jugement n'est pas rendu. Appel à la police qui charge brutalement des manifestants volontairement passifs.

— Le 27 septembre, douze des manifestants sont jugés aux côtés des deux précédents. La police a sélectionné avec soin les dirigeants de l'U.J.C. et des Foulards Rouges. Se présentant tous une fleur de laurier rose à la main, ils seront condamnés à des peines de prison ferme allant de deux à six mois !

Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Déjà le 7 septembre, une manifestation de l'U.J.C., à laquelle se joignent des membres des Foulards Rouges fait à peine 200 mètres qu'elle se trouve bloquée par un barrage de police. Comme le montrent les photos ci-contre, l'armée coloniale en la personne de l'infanterie de marine (BIMAP de Nouméa) jouait, lancée à l'incendie en action, parfaitement son rôle d'armée de guerre civile. Bien avant, le 26 juillet, un premier appel des F.R. et de l'U.J.C. à une manifestation avait été reporté en raison de l'interdiction immédiate du gouverneur, gouverneur plein d'attention puisque le jour dit, 150 légionnaires arrivèrent à Nouméa, en provenance de Tahiti et que l'infanterie de Marine, encore elle, se chargea, aux côtés des gendarmes mobiles de quadriller toute la ville. L'arbitraire c'est aussi tout simplement un arrêté « spécial » qui impose une procédure de six mois pour qu'une grève soit légale en Calédonie. Cela n'empêche pas qu'une grève générale illimitée à l'appel des syn-



La police en action le 25 septembre dans le Palais de justice de Nouméa. Celui qui est trappé est aujourd'hui condamné à six mois de prison ferme.



Le 7 septembre, manifestation de l'U.J.C. et des Foulards rouges de Nouvelle Calédonie. L'armée est au rendez-vous.

dicats contre la hausse du coût de la vie, ait commencé depuis le 4 octobre. Enfin, pour parfaire ce tableau idyllique, un meeting antimilitariste à l'appel de l'U.J.C., des FR et de l'Union pacifiste en solidarité avec un jeune appelé canaque qui refusa des tâches de maintien de l'ordre, fut tout simplement interdit : la salle retirée en dernière minute et la police au rendez-vous pour ordonner la dispersion.

Tout cela devait être dit. Plus qu'ailleurs, la France exerce dans les territoires d'outre-mer une domination sans fard, qui n'a rien à envier aux plus belles expéditions coloniales de la fin du siècle dernier. Les 12 militants « canaques » et

« caldachs » emprisonnés seront jugés en appel le 22 ou le 29 octobre. La solidarité des anticolonialistes français sera au rendez-vous. De même qu'elle n'oubliera pas de se rappeler au bon souvenir du nouvel oiseau migrateur colonial, play-boy et secrétaire aux Colonies, Stirn de son nom, qui visitera la Calédonie, ses matraques et son infanterie de marine le 21 novembre.

J. Krasny

COMITE DE SOUTIEN
J.DILLEMESEGER
16 ter rue Censier
7400 PARIS

LIBEREZ JEAN FOURNEL !

Jean Fournel, chasseur au 22ème BCA de Nice est inculpé. Son crime ? Etre sorti des rangs pendant l'appel et avoir harangué ses camarades à propos de l'Appel des Cent. La hiérarchie militaire a décidé de frapper, fort, de faire un exemple en quelque sorte. Avec ses deux motifs d'inculpation, il risque jusqu'à 4 ans de prison ferme ! Nous devons tout faire pour le sortir des griffes de la justice militaire. Jusqu'à son procès qui doit avoir lieu fin octobre, début novembre, un immense courant de solidarité doit faire reculer Soufflet et ses commis les juges militaires.

Que partout des pétitions, des motions de solidarité soient écrites pour réclamer sa libération !

Que partout les sections syndicales, les associations, les élus envoient des télégrammes au ministre de la Défense !

Après la démagogie de la réforme Soufflet, nous n'accepterons pas cette véritable provocation contre les soldats que constituerait la condamnation de Fournel !

Libération immédiate de Fournel !
A bas la justice militaire !

rectificatif

Rouge N° 268 p. 18
1) le chasseur Demangeot n'était pas gréviste de la faim
2) Il est actuellement libéré

Le chasseur Delais, gréviste de la faim depuis le 18 septembre 74, a été admis à l'hôpital militaire le jeudi soir 26 septembre dans le service de neurologie pour tenter de le réformer P.4 (déficience mentale). Ayant refusé cette manœuvre, il a été muté le mercredi matin 2 octobre au 61° R.A. de St. Avold.

Remis en arrêt de rigueur, il a recommencé immédiatement sa grève de la faim.

Voici sa nouvelle adresse :

Chasseur Delais
CST Quartier Ardant de Picq
61° R.A.
57 500 St Avold

A BAS LES AILLES RACISTES !

plus grave encore, le lendemain de cette expédition, un officier supérieur félicite les participants à cette sauvage agression devant tout son service rassemblé : « ... C'est très bien d'avoir défendu vos camarades ! ». La seule chose qui leur est reprochée est que certains soient sortis en uniforme !

Les autorités judiciaires s'étant saisies de l'affaire, on nous demande d'« oublier » ce qui s'est passé.

Nous ne pouvons accepter cet état de fait, les participants à cette « ratonnade » n'ayant jamais été désavoués. La presse locale, d'habitude si prompt à dénoncer « la violence et le banditisme, la libéralisation »... n'a pas soufflé mot de l'affaire.

Aussi c'est pour briser le mur du silence que nous témoignons. Il faut que les autorités militaires sachent que beaucoup de soldats refusent le racisme. Ne pas condamner ces agressions équivaut à encourager la répétition de tels actes (il semble d'ailleurs que les agresseurs les plus racistes soient prêts à recommencer).

De plus, nous estimons intolérable le fait qu'un officier supérieur incite à la violence raciale. Pourquoi les autorités militaires, si sévères à l'égard des signataires de « L'Appel des cent » ne s'inquiètent-elles pas de tels propos poussant à la haine raciale ?

Des appelés du C.I.F.V.

LEMENT MAROT N ASSASSIN !

avait lieu. Pour Galley, la cause en était la défaillance des pilotes. Les aiguilleurs répliquaient aussitôt, accusant le plan Clément Marot et les militaires.

Un an et demi plus tard, la commission d'enquête, dirigée par le chef de l'Inspection générale de l'aviation civile concluait : l'armée de l'air serait responsable de la catastrophe aérienne. Eclatante confirmation de ce que le Quotidien Rouge et le Canard Enchaîné affirmaient au mois de juin dernier encore.

Voilà une tentative anti-grève de l'armée qui aura coûté 68 existences.

Un peu cher, non ? Et les responsables de cet « accident », à quand leur jugement ? Actuellement, des appelés sont mis en prison pour avoir signé l'Appel des Cent. Certains mêmes sont menacés de passer devant le Tribunal Permanent des Forces Armées pour avoir exprimé des revendications légitimes.

Mais, tout de même, vous ne voyez pas Galley et ses complices de l'époque trainés au tribunal pour 68 petites morts comme le premier bidasse venu qui « outrage le drapeau » ?

SIGNATURES

SPIRE (RFA) 10ème RG
Caporal FRANCOIS, 2ème SM RICHARD, MAZINGANT, ARNOUD, RENARD, Caporal-chef BATLE, 2ème SM ROUTIER, ROZE, FLEURY, Caporal-chef COUQUENTIN, Caporal BESSE, 2ème SM HUOT, Caporal LOUAULT, FILLON, Caporal-chef ZUTERMAN, 2ème SM PREVOT, JACQUET, Sergent TESTARD, 2ème SM NACFER, AUBERT, CARD, GABRIELLI, 1er SM BATILLIOT, 2ème SM CREACH, Maître ouvrier ARDAULT, Sergent DUFFET, Caporal DELCROIX, 2ème SM DELVAUX, LESAURE, CRETIER, GENG, BART, CORNET, VIRLOUVEY.

LONS-LE-SAULNIER
JAMES Roland 60 RI

Docteur DESANDES Henri
Médecin 2ème classe
DIJON

Monsieur,
J'ai eu connaissance que vous aviez porté mon nom sur la liste des signataires de « l'Appel des Cent ». Je vous serais très obligé de bien vouloir procéder à un rectificatif dans votre prochain tirage, étant donné que je n'ai pas apposé ma signature à ce manifeste.

MEETING A ROUEN

Ce sont plus de 400 personnes qui ont participé à Rouen au meeting du 2 octobre, organisé par le comité de soutien aux soldats signataires de l'Appel des Cent. Après une introduction de Maître de Felice, sous la présidence du docteur Bobee, maire PS d'Yvetot, trois soldats signataires aujourd'hui libérés ont pris la parole pour décrire leur expérience, la façon dont la hiérarchie a frappé (Dominique CELLIER, Jean-Philippe TERNON furent mutés, le matelot LEROY emprisonné comme rédacteur en chef de Col Rouge en avril dernier), mais aussi le sens profond de l'Appel des Cent, la dynamique enclenchée par cette lutte et le sens anti-capitaliste de nombreuses revendications de l'Appel.

Le groupe musical IMAGO apporta sa contribution à l'action anti-militariste, après que des motions syndicales de soutien aient été communiquées (syndicat CFDT-PTT de Seine Maritime, syndicat CFDT Chimie, Ecole Emancipée), manifestant le début de prise en charge de l'anti-militarisme par le mouvement ouvrier.

La composition variée du meeting montre très bien l'écho rencontré par les luttes dans les casernes (Draguignan) et la nécessité de développer la solidarité pour aller ensuite plus avant dans une action clairement anti-militariste pour contribuer au désagrégement de l'armée française, une des garanties de sa non intervention contre les travailleurs.

La délégation envoyée le lendemain à la 23ème Division Militaire pour porter une résolution votée au meeting fut accueillie par dix fois plus de flics que de participants. Un bon indice de la trouille que doit inspirer aux autorités locales civiles et militaires le développement de la campagne de solidarité.

Correspondant

MUTINERIE DANS LA PRISON DU CAMP DE FRILEUSE

Mercredi 2 octobre : 4 soldats sont au trou à Frileuse : l'un pour 30 jours (refus d'obéissance), un autre pour 50 jours (insultes à capitaine), le troisième pour 60 jours (refus de porter l'uniforme) plus 30 (absence illégale) plus 10 (perte d'effets militaires). Le dernier pour 90 jours (désertion).

La tension monte. La bouffe est froide, plus infecte encore qu'à « l'ordinaire », elle est insuffisante. La promenade réglementaire supprimée les 3/4 du temps par le chef de poste ainsi que la douche hebdomadaire ; les locaux sont insalubres, les visites refusées, la presse et la radio interdites. Les quatre ont demandé maintes fois à voir l'officier de permanence et le colonel. En vain.

Dans la nuit du 3 au 4, ça explose. Les 4 se barricadent dans la prison en faisant un chahut monstre. Toute la nuit, ils résistent aux jets de grenades lacrymogènes et autres capsules utilisées lors des exercices de passage dans la chambre à gaz. Finalement, la porte de la prison dut être découpée au chalumeau... Personne n'a vu dans quel état sont sortis les quatre.

Le matin, il y avait sur place 8 cars de gardes mobiles. A 12 heures, les quatre étaient transférés à la prison de Fresnes. A 17 heures, le colon convoque le régiment sur la place aux couleurs pour un « speech » solennel. Il en ressort :

- que le régiment se fait trop remarquer ;
 - que ce n'est pas comme ça qu'on obtient quelque chose ;
 - que l'on va mettre en place d'urgence des « commissions pour l'amélioration des conditions de vie » promises depuis longtemps...
- La liberté pour les quatre !



LA RIPOSTE DE LA FIAT

INTERVIEW D'UN CAMARADE DES GCR DE LA FIAT.

Juste après les nouvelles concernant la crise du gouvernement RUMOR est arrivé l'annonce d'Agnelli de mettre en chômage partiel 71 000 ouvriers. Pourquoi cette décision ? et quelles conséquences concrètes pour les travailleurs ?

Oui, il s'agit d'une réduction d'horaires de 16 heures par semaine, nous allons travailler 24 heures par semaine, autrement dit, il y a du travail pour trois jours de la semaine. Agnelli a expliqué cette décision par les baisses de ventes qui se sont produites dans les trois derniers mois. Au préalable il restait en effet une série de commandes à satisfaire, ce qui explique que pendant les sept premiers mois de l'année, il n'y ait pas eu de problème de production. Aujourd'hui il y a une très forte baisse des commandes — surtout au niveau

national. Au niveau international en effet, les journaux d'Agnelli ont publié une série de chiffres prouvant qu'en France, RFA, Etats-Unis, il y a une augmentation des commandes. Mais cette augmentation est compensée par l'établissement de Fiat à l'étranger : Espagne, Amérique latine, Pologne... et non pas par la production des usines italiennes.

Concrètement, quelles conséquences financières à cette mise en chômage partiel sur les travailleurs ?

On ne peut pas encore chiffrer avec précision la perte de salaire ; il existe en effet chez nous la « Cassa integrazione » qui sert à compenser les 2/3 de salaire perdu — soit dans notre cas, dix heures environ sur les seize heures de travail chômées. On peut dire que la perte de salaire sera à peu près de 6000 litres par

semaine, et donc ne dépassera pas 30.000 litres par mois. Malgré tout c'est énorme, surtout dans le contexte d'augmentation des prix que nous vivons aujourd'hui. Si on prend le journal d'Agnelli « La Stampa » qu'on ne peut pas accuser d'être favorable aux travailleurs, on trouve le tableau d'augmentation suivant : entre septembre 73 et septembre 74, l'essence a doublé (de 80 à 162 litres), le mazout qui sert au chauffage des maisons a triplé (de 27 à 80 litres), tous les produits de première nécessité, le blé qui sert à fabriquer le pain et les spaghettis, tous ces produits là ont plus que doublé.

Quelles ont été les réactions des travailleurs de Fiat, et quelle est la riposte qui est prévue, quelles sont les propositions syndicales ?

Il faut voir une chose qui est très importante dans les perspectives de la lutte aujourd'hui : c'est l'attitude des directions syndicales qui, de fait, dans les derniers mois, a favorisé l'attaque patronale. Cette décision de la Fiat n'est pas arrivée comme un coup de tonnerre. Elle était attendue depuis longtemps mais rien n'a été fait pour préparer une riposte. Quand Agnelli a annoncé le chômage partiel il y a dix jours, il n'a pas proposé la « Cassa integrazione » mais autre chose : que le temps de chômage partiel soit considéré comme des vacances et donc qu'il soit pris sur les congés annuels et les jours fériés de l'année à venir. Les directions syndicales ont tout d'abord refusé cela. Agnelli a alors décidé définitivement le chômage partiel, et alors on a vu cette chose incroyable, les syndicats ont proposé ce qu'Agnelli avait offert trois jours auparavant ! Autrement dit, ils ont fait leur la proposition que le patron faisait avant-hier, contre celles du patron aujourd'hui !

La réaction ouvrière fut immédiate : refus d'utiliser les conquêtes de la classe ouvrière — vacances et jours fériés — pour les nécessités patronales.

C'est le conseil des délégués seul qui a pris la décision d'assurer une riposte immédiate. Le vendredi 4, le lendemain de la décision, le dernier jour de la semaine, ce qui n'est pas favorable bien-sûr, il y a eu une réponse des travailleurs : il y a eu des cortèges et des grèves, mais ce ne fut pas massif : c'est dû au désarroi qui est entretenu par les directions syndicales.

Quelles sont les propositions d'action, les mots d'ordre qui sont avancés contre le chômage technique et la réduction d'horaire, et quelles sont les propositions avancées par la section ?

De fait, les directions syndicales n'offrent donc aucune perspective : ils demandent seulement à Agnelli de diminuer les réductions d'horaires. Leur position, c'est : demander à Agnelli de promettre qu'il y aura du travail l'an prochain — et alors des concessions seront possibles cette année. Ils sont prêts à lâcher des concessions cette année contre des promesses patronales l'an prochain !

L'extrême-gauche en général a une position suiviste par rapport au syndicat — de fait le Manifesto comme le PDUP acceptent la problématique syndicale. Dans les conseils, la seule chose qu'ils ont proposé c'est de commencer dès maintenant la lutte générale avec les mêmes objectifs que les syndicats : les investissements dans le Sud ! C'est in-

croyable, dans un contexte de crise en plus, de vouloir envoyer les travailleurs se battre là-dessus, alors que des problèmes concrets sur le coût de la vie et le chômage demandent une réponse immédiate.

Quant à « Lotta Continua » eux non plus ils n'offrent aucune alternative, ils ne prennent pas d'initiatives concrètes mais font pression sur les bureaucraties syndicales pour qu'elles prennent des initiatives. Ils se battent pour le salaire garanti en cas de réduction d'horaires. Mais cette position n'est pas crédible dans une telle situation de chômage massif et encore moins dans les petites entreprises. Pour nous, nous défendons : l'échelle mobile des heures de travail sans réduction de salaire. Cette incapacité des groupes les plus importants de l'extrême-gauche à fournir des perspectives et une alternative aux réformistes est extrêmement grave car elle les empêche en fait de peser de leur poids réel dans la situation italienne.

Quel est le degré de combativité des travailleurs et en particulier de ceux de la Fiat ? sont-ils prêts à une mobilisation ?

On pourra mieux répondre à cette question dans quelques jours — après la grève totale de mercredi 9 à la Fiat et l'application du chômage partiel.

Ce qu'il faut avoir à l'esprit c'est qu'ils y a une combativité réelle extraordinaire, mais aucune perspective et même une réelle confusion introduite par les directions syndicales.

Depuis des mois, on a vu les travailleurs presser les syndicats de prendre des initiatives, mais de fait il n'y a rien eu, rien contre l'attaque très violente du niveau de vie, rien contre les précédents chomages techniques, et aujourd'hui, face à une attaque très forte qui va servir de test, il n'y a toujours rien de concret de proposé.

La situation est très grave : car on peut considérer cette dernière attaque d'Agnelli comme un test ayant valeur nationale. Agnelli a sans doute préparé une attaque violente contre l'ensemble du mouvement ouvrier, contre les acquis de 69 ; dans un contexte où le syndicat parle de concessions, il va vouloir frapper fort. Peut-être surestime-t-il ses possibilités. Mais, à mon avis, il va attendre de voir ce qui se passe demain et les jours qui viennent. Il est possible que demain, il y aura une intervention de la police contre les piquets de grève, sans doute aussi des groupes de jaunes organisés — on a discuté de cela dans les réunions d'aujourd'hui et on va organiser des piquets massifs.

Quelles sont les perspectives dans la crise politique d'aujourd'hui ?

L'affaire du rôle qu'on joué les USA dans la crise actuelle est en partie secondaire. De nombreux éléments intérieurs favorisent cette crise — qui arrive bien dans la bourgeoisie qui voudrait bien empêcher la contre-offensive ouvrière. Mais de fait aujourd'hui les syndicats n'avaient plus de perspectives générales : en août et septembre, ils parlaient de lutte générale contre le gouvernement et le patronat, aujourd'hui ils disent : « puisqu'il n'y a plus de gouvernement, on ne peut plus lutter contre » ! Le patronat et la bourgeoisie ont donc l'impression que le PC comme les syndicats ne sont pas prêts à une lutte d'ensemble et donc, ils sont tentés d'en profiter.

8-10-74

Vous recevez Rouge à domicile, vous êtes ainsi sûr de l'avoir, même si le kiosque n'en a plus.

Vous payez moins cher l'exemplaire ; jusqu'au 11 octobre, Rouge vous revient à 1,80 francs l'exemplaire.

Vous affirmez votre soutien au journal.

Vous apportez à la trésorerie de Rouge une somme non négligeable, à une période où le crédit est cher et, de plus, d'un accès impossible pour nous.

Pour toutes ces raisons, abonnez-vous

en pli ouvert	France	Etranger
un an	90 F	110 F
six mois	45 F	55 F

Ces tarifs sont valables seulement jusqu'au 11 octobre.

Je désire prendre contact avec Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Age.....**Profession**.....

Lieu de travail (facultatif).....

Rouge

hebdomadaire d'action communiste

ARGENT :

A L'ORDRE

DE ROUGE

10 Impasse Guéméné

75004 PARIS

Directeur de publication : Henri Weber

Les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de la Rédaction.

10, imp. Guéméné - Paris 4 - téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

tarif des abonnements				
pour	la France		l'étranger	
	ouvert	fermé	ouvert	fermé
un an	120	200	180	250
six mois	60	100	75	125

par avion : écrire à ROUGE

Seules les demandes d'abonnement accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération. Pour tout changement d'adresse, joindre 1 fr.50 et la dernière bande.

Impression : L'AVENIR GRAPHIQUE - PARIS

SOUTENEZ « ROUGE »

abonnez-vous

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....